

Décédé à l'âge de 89 ans

# Ait Ahmed, un parcours exemplaire

Si toute l'Algérie lui rend aujourd'hui hommage, c'est que l'homme que fut Hocine Aït Ahmed, décédé mercredi en Suisse, n'est pas seulement cet homme historique figure emblématique de la Révolution algérienne. Il est aussi cet homme de conviction dont l'idéal, est " liberté et démocratie "

- **Bouteflika :** "Un dirigeant historique hors pair"
- **Hommage** de la presse nationale et internationale
- **Ait Ahmed sera enterré vendredi** dans son village natal
- **Des obsèques "à la hauteur de sa stature"**

Pages 2, 3 et 4

Kidnapping d'enfants

## Le ministère des Affaires religieuses s'implique

Page 5





## EVENEMENT



Hommage de Bouteflika à Ait Ahmed

# "Un dirigeant historique hors pair"

**Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika a qualifié jeudi le défunt Hocine Aït Ahmed de "Sommité dont les valeurs humaines, la finesse et l'intelligence politique inégalées" avaient "éclairé un pan de l'histoire du militantisme algérien et marqué de leur empreinte l'histoire de tous les mouvements de libération de par le monde".**



Dans un message de condoléances adressé à la famille et proches du défunt, le président Bouteflika a écrit: "l'un des grands hommes de l'Algérie, un éminent militant et un dirigeant historique hors pair, le moudjahid Hocine Aït Ahmed vient de nous quitter, puisse Dieu Le Tout puissant l'accueillir en Son vaste paradis aux côtés de ceux qu'il a comblés de Ses bienfaits et entourés de Sa grâce éternelle".

"Louanges à Dieu, à la volonté duquel nous ne pouvons que nous résigner car nul n'est éternel. Mais il peine à l'Algérie de perdre une sommité de la trempe de Hocine Aït Ahmed dont les valeurs humaines, la finesse et l'intelligence politique ont éclairé un pan de l'histoire du militantisme algérien et marqué de leur empreinte l'histoire de tous les mouvements de libération de par le monde", a poursuivi le Chef

de l'Etat.

"Dirigeant historique du mouvement national et de la Révolution algérienne, le défunt intègre, à la fleur de l'âge, le Parti du peuple algérien (PPA) puis le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) où il perce rapidement en faisant preuve d'une intelligence vive et prompte et de beaucoup de bon sens, forçant ainsi l'admiration et le respect de ses compagnons qui se joignent à lui pour se frayer un chemin sur la voie de la libération, par la réflexion et la recherche des meilleures voies à même de lutter contre l'occupant", lit-on dans le message. "Ce même occupant qui l'a persécuté, emprisonné et torturé sans pour autant entamer sa détermination et sa volonté à défendre sa cause juste. Il poursuit dans les geôles sa lutte acharnée, mû par une foi inébranlable en

la justesse de sa cause et par un courage héroïque, jusqu'à ce qu'il parvienne miraculeusement à s'évader de prison", a encore écrit les président Bouteflika. "Jouissant de la liberté et d'une volonté plus forte, il poursuit sa lutte et se rend au Caire où il fonde le Bureau du Maghreb aux côtés d'autres leaders dont Lahbib Bourghiba, Allal El-Fassi, Salah Benyoussef et Mohamed Khider, qui ont par la suite pris les rênes de leurs pays après l'indépendance", a-t-il rappelé.

"Je ne saurais me consoler de la disparition de cet homme fidèle à sa patrie, soucieux de l'unité de sa Nation, courageux dans ses positions, attaché à ses principes, affable, constructif dans ses critiques, digne dans son opposition à l'égard de certains responsables dont il contestait le mode de gouvernance et la

méthode de gestion. Un homme qui se refusait à la surenchère et aux compromissions lorsqu'il s'agissait de questions cruciales intéressant sa patrie", a écrit le président de la République. "Je n'oublierai point son courage, ni sa bravoure et son charisme qui ont marqué les différents événements liés à l'Histoire de l'Algérie, depuis l'Organisation spéciale (OS) qu'il a présidée à une période des plus sombres, jusqu'à ses positions courageuses et ses avis judicieux qui éclairaient les nombreuses rencontres et conférences internationales, en passant par son éviction des geôles du colonisateur, la fondation du bureau du Maghreb où il avait grandement contribué à faire connaître les pays arabes d'Afrique du nord, le détournement par l'armée française de l'avion qui le transportait avec ses compagnons dans une opération de piraterie inédite, la menace qui pesait sur les frontières algériennes et qu'il a vite écartée en les défendant avec tout son attirail et ses hommes, son rôle dans le Gouvernement provisoire dont il devient membre alors qu'il est incarcéré et dans l'opposition où il fut une icône incontestée", a ajouté le Chef de l'Etat.

"Ni moi, ni le peuple algérien, ni l'Histoire n'oublierons le regretté Hocine Aït Ahmed qui s'était dévoué pour son pays, qui est resté fidèle à son peuple et a honoré le serment. L'Algérie a perdu en la personne de Hocine Aït Ahmed un de ses grands hommes qui a accompli avec abnégation et dévouement son devoir de militant et de moudjahid", lit-on dans le message. "Le souvenir des hommes de la trempe de Aït Ahmed dont les actions et les réalisations profitent, telles des épis cultivés à travers le temps, aux générations successives, demeure gravé dans les mémoires et leur souvenir vivace dans les cœurs", a jouté le président Bouteflika. "Je prie Dieu d'entourer le défunt de sa Sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis aux côtés de ceux qu'il a gratifiés de Ses bienfaits et entourés de Sa grâce éternelle. Je prie Dieu également d'assister ses proches et compagnons de lutte dans leur douleur, de leur accorder sérénité et quiétude". **R. N.**

Des partis et personnalités glorifient le Moudjahid et opposant Dda El Hocine

## Entre hommage et messages politiques

Par Nacera Bechar

La disparition de Hocine Aït Ahmed, décédé mercredi à l'âge de 89 ans a affecté tout un peuple. Devant sa grandeur, opposition et pouvoir sont unanimes sur la grande perte pour une Algérie qui se construit toujours. Jusqu'à hier, les présidents des partis, personnalités, citoyens et représentants de la société civile ont défilé au siège central du FFS à Alger pour présenter leurs condoléances.

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a réagi à travers son compte "facebook". Il a souligné que le défunt, est "un grand militant historique et un leader national". Le président de l'Assemblée populaire nationale, Mohamed Larbi Ould Khelifa a indiqué que "l'Histoire retiendra les convictions du moudjahid Aït Ahmed en matière de défense de la liberté, de la justice et de la démocratie et ses positions politiques en faveur d'une Algérie stable et prospère" ajoutant qu'avec la disparition de Aït Ahmed, il est question d'une halte historique pour s'enorgueillir du combat de peuple pour l'indépendance, la justice et la démocratie, et faire de la révolution, symboles et sacrifices, la référence histo-

rique à suivre pour l'éducation des générations futures. Le président du Conseil de la nation Abdelkader Benssalah a souligné que l'Algérie a perdu en la personne de Hocine Aït Ahmed "une grande figure historique nationale". Pour le FLN, Hocine Aït Ahmed comptait parmi les "enfants vaillants" de l'Algérie, car il était un "modèle" à suivre en matière de démocratie, de tolérance et de réconciliation. Dans un message de condoléances, le parti a souligné qu'Aït Ahmed était "convaincu que le patriotisme n'est pas subordonné à des postes de responsabilité, à des positions conjoncturelles ou à des réactions". Affirmant que le défunt était un "exemple à suivre en matière de tolérance, de réconciliation, de paix, de fraternité et de démocratie". Amar Saadani, qui s'est déplacé au siège du FFS, avait déclaré que le Aït Ahmed a été "confronté à ce qu'aucun moudjahid ou militant n'a été confronté. C'est-à-dire de l'injustice. Il faut que les Algériens libres lèvent cette injustice et le reconsidèrent".

Le secrétaire général par intérim du RND, Ahmed Ouyahia a souligné qu'Aït Ahmed était un "symbole du mouvement national depuis qu'il était à la tête de l'Organisation spéciale (OS)" ajoutant qu'il était "un leader dans la

lutte en faveur de la liberté et de la démocratie en Algérie indépendante", s'illustrant par son "esprit patriotique" en mettant "l'Algérie au dessus de toute considération". Pour le président du parti, "Talaaiou El Houriat", Ali Benflis, Hocine Aït Ahmed était le "dernier des géants de la grande épopée de la Libération nationale", soulignant qu'il "aura été d'une rare constance, d'une rectitude exemplaire et d'une noblesse d'âme admirable dans la défense de ses idéaux". Pour le secrétaire général de l'Organisation nationale des Moudjahidine (ONM), Saïd Abadou, le leader révolutionnaire Aït Ahmed a été "un homme au riche et au long parcours, qui a adhéré dès son jeune âge au mouvement national pour allumer les premières mèches de la Révolution algérienne". Il a ajouté qu'"Aït Ahmed, en plus d'être un militant révolutionnaire, était un visionnaire", appelant à "s'inspirer et à suivre son exemple pour que l'Algérie conserve ses acquis, notamment la paix et la stabilité". Pour le Front national algérien, le défunt Aït Ahmed, une des personnalités qui ont contribué à la gloire de l'Algérie, s'était engagé dès son jeune âge dans la lutte contre le colonisateur français. Le président du FNA, Moussa Touati

a souligné que "le défunt avait poursuivi sa lutte sans relâche pour l'édification d'un Etat de droit, fondé sur la justice sociale, l'équité et la liberté d'expression". De son côté, le président du Mouvement de la société pour la Paix, Abderazzak Mokri, feu Aït Ahmed était un "symbole" pour tous les Algériens, ayant fortement contribué, avec ses frères d'armes, à l'indépendance de l'Algérie. Mokri a souligné que les valeurs et les principes de ce moudjahid "n'allaient pas s'éteindre avec sa disparition, car il les a légués, en héritage, à toute une génération de militants pour continuer le combat pour la démocratie et le respect des droits de l'homme". Pour le président du RCD, Mohcene Belabès, Aït Ahmed a été et restera "un repère pour tous les militants épris de liberté et de démocratie". "Aït Ahmed fait partie des rares militants à avoir continué le combat au lendemain de l'indépendance en dépit du fait que le pouvoir lui a fait payer ses positions", a-t-il affirmé. Pour la Sg du Pt, Louisa Henoune: "Aït Ahmed n'appartient pas à son parti où à sa famille uniquement. Il appartient à tout le peuple algérien. Sa disparition intervient, hélas, dans un moment extrêmement difficile pour

l'Algérie. C'est un exemple de continuité, de militance, de combativité et d'engagement politique". Pour sa part, le parti El Fedjr El Jadid a indiqué qu'en cette douloureuse circonstance, l'Algérie "vient de perdre l'un des symboles de la glorieuse révolution", tandis que le parti Ahd 54 évoque la perte du "dernier père fondateur de la nation", exprimant son souhait que l'idéal pour lequel Aït Ahmed s'est sacrifié durant toute sa vie "se pérennise à travers la lutte de tous les patriotes épris de justice et de liberté". Pour l'ancien chef d'Etat, Liamine Zeroual, l'Algérie "vient de perdre un symbole et un grand patriote", considérant qu'Aït Ahmed était "un exemple d'abnégation, de ténacité et de sacrifice" et que c'est l'un des derniers pères de la Nation qui disparaît. Mouloud Hamrouche, ancien chef du gouvernement et un proche de défunt a déclaré à Aït Ahmed "est le modèle de la ténacité de la sincérité et du militantisme". D'autres personnalités ont aussi salué le parcours de l'homme, dont, la moudjahida, Zohra Dhrif Bitat, le militant des droits de l'homme, Ali Yahia Abdennour, Reda Malek, Si Ahmed Ghzali et l'ex Sg du FLN, Abdelaziz belkhadem.

**N.B.**



# Décédé à l'âge de 89 ans Ait Ahmed, un parcours exemplaire

Si toute l'Algérie lui rend aujourd'hui hommage, c'est que l'homme que fut feu Hocine Aït Ahmed, décédé mercredi en Suisse, n'est pas seulement cet homme historique et figure emblématique de la Révolution algérienne. Il est aussi cet homme de conviction dont l'idéal, est " liberté et démocratie "



Par Sofiane Aït Mohamed

Figure historique du nationalisme algérien, membre du groupe des neuf à l'origine du déclenchement de la Révolution, l'un des pionniers du front pour une diplomatie de libération et initiateur de l'opposition après l'indépendance, Hocine Aït Ahmed fut sans conteste l'homme au combat pluriel. Da l'ho comme il plaît aux militants du Front des forces socialistes (FFS) eut un éveil précoce au nationalisme. À 16 ans, encore lycéen, il adhère au Parti du peuple algérien (PPA). Il devient, rapidement, le plus jeune membre du Comité central auquel il présente, en 1948, un rapport décisif sur les formes et la stratégie de la lutte armée pour l'indépendance. Lors du congrès clandestin du PPA tenu à Belcourt (un quartier d'Alger)

en 1947, il avait déjà préconisé la création d'une Organisation spéciale (OS) chargée de la formation des cadres militaires et de la mise en place d'un dispositif clandestin pour amorcer et développer la lutte armée. Désigné par le comité central du PPA au Bureau politique, il se voit confier la direction de l'OS, en remplacement de Mohamed Belouizad, atteint de tuberculose. En deux ans, il a mis en place - à l'échelle nationale - les structures pour la formation politique et militaire pour mener à bien la guerre de libération. C'est dans ce contexte qu'il organise le braquage de la poste d'Oran, qui permet, en mars 1949, de s'emparer d'une importante somme d'argent, sans effusion de sang. C'était en 1948 justement qu'il s'est fait remarquer, lors de la réunion du Comité central du PPA, en 1948, à Zeddine (près de Chlef). . mais la découverte de l'OS par les services de

renseignement français précipite la dissolution de l'OS. Membre du Groupe des neuf ayant été à l'origine du déclenchement de la guerre de libération nationaliste, lorsqu'il était au Caire, en compagnie de Mohamed Khider et d'Ahmed Ben Bella, Il conduira la délégation du Front de libération national (FLN) à la conférence de Bandung en 1955. L'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de cette conférence historique fut arrachée par Ait Ahmed auprès du président Sokarno, après une intense activité ayant duré des semaines avant l'ouverture des travaux de cet événement marquant du mouvement des non-alignés, annonçant ainsi l'ouverture du front diplomatique pour l'autodétermination de l'Algérie. Il fut également le premier représentant du FLN auprès de l'Organisation des Nations-Unies (ONU). L'infatigable combattant de la cause nationale

redoubla de ses efforts pour tenter, en compagnie de M'hamed Yazid, de convaincre la communauté internationale de la légitimité de la lutte du peuple algérien pour l'indépendance. En octobre 1956, Aït Ahmed est arrêté par les autorités françaises, en compagnie de Mohamed Boudiaf, Mohamed Khider, Ahmed Ben Bella et Mostefa Lacheraf, dans l'avion qui les conduisait du Maroc à Tunis où devait se tenir une conférence maghrébine de la Paix. Membre du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) et du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPR), Hocine Aït Ahmed, dès sa libération, en 1962, prend une position ferme contre la violence de l'état-major. Il met en garde les notables politiques contre un processus de crise qui risque de dégénérer en guerre civile. Son combat se poursuivra après l'indépendance, en s'opposant frontalement au système du parti unique. Il fut le premier à ouvrir le chemin de l'opposition à d'autres figures de la lutte pour l'indépendance nationale, ce qui le conduira à la création du FFS (septembre 1963) pour défendre des convictions démocratiques. Même quand il prenait des positions, dont certaines furent controversées, à l'image de son opposition à l'arrêt du processus électoral ou sa participation active au contrat de Rome (janvier 1995) pour la réconciliation nationale, ce résistant de la première heure demeure, respecté pour la régularité de sa démarche politique, demeure, aussi, la personnalité politique de l'opposition la plus connue à l'étranger. Rentré au pays après l'ouverture démocratique de 1988, Aït Ahmed a " boosté " l'activité du FFS qui était dans la clandestinité avant d'être agréé. Ayant refusé une deuxième fois le poste de président qui lui avait été présenté par Zeroual, il s'est tout de même engagé dans la course à la présidence de la République en 1999 avant de se retirer en compagnie de 5 autres candidat car estimant que les élections n'étaient pas libres. Le combat de Hocine Aït Ahmed est " constant ", reconnaissent même ses adversaires. L'opposant au colonialisme est mort opposant.

S.A.M.

Sa dépouille sera rapatriée jeudi

## Ait Ahmed sera enterré vendredi dans son village natal

La dépouille de Hocine Aït Ahmed, décédé mercredi à Lausanne (Suisse), sera rapatriée jeudi prochain et enterrée le lendemain, vendredi, dans son village natal à Ain El Hammam (Tizi Ouzou), a annoncé vendredi le premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS) Mohamed Nebbou.

"La dépouille de Hocine Aït Ahmed sera rapatriée jeudi 31 décembre et une veillée de recueillement aura lieu le même jour au siège national du parti à Alger. Il sera inhumé le lendemain, vendredi 1 janvier, dans son village natal, dans la commune d'Aït Yahia à Ain El Hammam", a indiqué M. Nebbou dans une déclaration à la presse au siège du FFS.

Il a ajouté que les funérailles seront "nationales et populaires", précisant qu'"avant le rapatriement du corps du défunt, une cérémonie de recueillement aura lieu mardi prochain à Lausanne pour permettre à ses amis en Suisse de lui rendre un dernier hommage".

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait décrété jeudi un deuil national de 8 jours sur l'ensemble du territoire national, à compter de vendredi 25 décembre 2015, à la suite du décès du moudjahid Hocine Aït Ahmed, l'un des dirigeants historiques de la Révolution du 1er novembre 1954.

R. N.

## Selon Ahmed Ouyahia Des obsèques "à la hauteur de sa stature"

Les obsèques du moudjahid Hocine Aït Ahmed, décédé mercredi à l'âge de 89 ans seront "à la hauteur de sa stature", a annoncé jeudi à Alger le ministre d'Etat, directeur de Cabinet de la présidence de la République, Ahmed Ouyahia.

Dans une déclaration à la presse au siège du Front des forces socialistes

(FFS) où il a présenté ses condoléances, M. Ouyahia, en réponse à la question de savoir si des obsèques officielles seront dédiées au chef historique Aït Ahmed, a souligné que ces obsèques "seront à la hauteur de la stature du défunt".

M. Ouyahia qui est également secrétaire général par intérim du parti

du Rassemblement national démocratique (RND), a indiqué que le deuil national de 8 jours décrété par le président de la République suite au décès du moudjahid Hocine Aït Ahmed, est "un deuil digne d'un chef d'Etat".

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a décrété jeudi un deuil national de huit (08) jours sur l'ensemble du territoire national, à compter de vendredi 25 décembre 2015, à la suite du décès du moudjahid Hocine Aït Ahmed, l'un des dirigeants de la Révolution du 1er novembre 1954.

R. N.

## Le village Ait Ahmed pleure son enfant

La vie au village Ath Ahmed, dans la commune d'Ait Yahia, à une soixantaine de kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou, semble s'être arrêtée depuis mercredi, après l'annonce du décès de son digne enfant qui a inscrit en lettres d'or son nom sur les pages éternelles de l'histoire de l'Algérie.

Ce jeudi, seule la zaouïa de Cheikh Mohand Oulhocine est animée par un va-et-vient incessant de gens qui viennent présenter leurs condoléances à la famille de l'un des acteurs de la révolution du premier novembre 1954.

La route qui mène de Tizi-Ouzou vers Ait Yahia, en passant par Ain El Hammam, est

particulièrement animée en ce jour férié du Mawlid Ennabawi Echarif. Des véhicules en provenance des wilayas de Tizi-Ouzou, de Bouira, de Boumerdes et de Bejaia affluent depuis la matinée vers le village natal de Hocine Aït Ahmed.

Des militants du FFS, des journalistes et autres citoyens ont décidé de se rendre dans le village où l'un des grands chefs historiques algériens a ouvert les yeux, pour lui rendre hommage et présenter leurs condoléances à ses proches.

A la zaouïa de cheikh Mohand Oulhocine, Boussad Aït Ahmed, neveu du défunt, recevait les condoléances des visiteurs, visiblement émus par la triste nouvelle tombée

mercredi comme couperet.

Au village, l'ambiance était plutôt sombre, les cafés maures ayant été désertés par leurs habitués leur préférant, circonstance oblige, la zaouïa, a-t-on constaté.

Des témoignages ont été faits sur place sur le parcours historiques et démocratiques de Da l'Hocine par des personnes l'ayant côtoyés, dont de vieilles dames qui disent retenir l'image d'un homme aux valeurs intrinsèques avérées.

Une délégation de la wilaya, conduite par son secrétaire général, a présenté ses condoléances à la famille Aït Ahmed, et assuré le comité de village du soutien des autorités locales.

F. A.





Décès d'Ait Ahmed

# Hommage de la presse nationale et internationale

Le décès de Hocine Ait Ahmed a été l'évènement phare de cette fin de semaine. La presse nationale, dont la plupart des titres n'a pas paru en raison de la fête du mawlid Ennabaoui, a consacré leur une au "Zaim". Des hommages, retour sur sa carrière politique et des réactions ont été rapportés.



Par M. Ait Chabane

Le quotidien gouvernemental El-Moudjahid qui a ouvert son édition de jeudi avec le titre "Le militant au long cours", lui consacrant son éditorial dans lequel il dit "le pays perd en sa personne un homme politique d'une très grande valeur qui sait, dans les conjonctures troubles et les plus difficiles, grâce à sa longue expérience et à sa lucidité patriotique, distinguer l'essentiel de l'accessoire".

Le quotidien El-Watan a consacré quatre pages au décès de Dda L'hocine, avec en une, "l'homme de l'idéal national". Le défunt a été qualifié de "un des chefs historiques incontestés de la Révolution et militant aussi farouche qu'infatigable de la démocratie".

"Hocine Ait Ahmed s'en va", titre, quant à lui, Liberté qui a choisi d'illustrer sa Une sur la photo d'Ait Ahmed sur fond noir, soulignant que l'Algérie vient de perdre l'un des pères fondateurs de la Révolution.

"Hocine Ait Ahmed ou le parcours d'un combattant", "le constant opposant" sont autant d'articles qui ont accompagné l'éditorial dans lequel Liberté indique que "l'homme

qui vient de tirer sa révérence ne peut pas être mort, car les révolutionnaire de sa dimension et les militants au long parcours, au long cours comme lui ne meurent jamais".

Pour le journal l'Expression Ait Ahmed, "un géant qui s'en va", "incarnait la révolution", rappelant son parcours, il écrit que cet historique "fait partie de ces hommes sans qui l'Algérie ne serait pas indépendante".

Le Soir d'Algérie a écrit, quant à lui, un "historique s'est éteint", mettant en relief "la consternation" des militants du Front forces socialistes à l'annonce du décès de leur chef charismatique", alors que le journal La Tribune estime que l'homme de l'Histoire est parti "s'interrogeant à travers son éditorial comment évoquer "la dimension d'un historique du mouvement anticolonial algérien, d'un homme politique de la stature d'un Hocine Ait Ahmed"?

"Le départ de derniers des géants", a titré, de son côté, le journal arabophone El-Khabar. Echourouk, a lui, écrit de son côté que "Da El ho a vécu et mort opposant".

La presse française, elle aussi, n'a pas été indifférente au décès de cet historique,

ayant été l'un des premiers déclencheurs de la guerre de libération nationale.

Le journal le Monde, dans son édition électronique, a été pratiquement le seul média à avoir écrit sur son passé révolutionnaire.

"Militant contre l'ordre colonial, il fut également un opposant déterminé à l'ordre nouveau, instauré après l'indépendance de l'Algérie en juillet 1962", a relevé le journal qui ajoute que "ni son exil prolongé en Suisse, ni l'affaiblissement de son parti, le Front des forces socialistes (FFS) (à) n'auront entaché cette réputation d'opposant sans concession".

Relevant qu'il était le "diplomate de la révolution", le Monde relate qu'il était l'ambassadeur permanent du Front de libération nationale (FLN) auprès de l'ONU et représente le FLN à la conférence des non-alignés de Bandung en avril 1955.

"Cette carrière de diplomate de la révolution est interrompue le 22 octobre 1956 par le détournement par l'armée française de l'avion qui le transporte, en compagnie d'autres dirigeants du parti, vers Tunis. Il restera en détention jusqu'en 1962", rappelle-t-il.

Le quotidien communiste l'Humanité annonce juste, dans un entrefilet, le décès de Hocine Ait Ahmed, le quotidien Libération a indiqué qu'affaibli depuis 2012, il avait cessé toute activité politique.

"Son itinéraire, écrivait José Garçon dans Libération le 15 avril 1999, symbolise une valeur ancrée dans la société algérienne : la résistance contre toutes les formes de domination", rappelle le journal, qui ajoute, dans une succincte biographie, qu'à l'indépendance en créant le FFS, "c'est le début d'un long combat pour les libertés".

Libération rappelle, que dans les années 1990, "à l'heure où l'Algérie bascule dans les violences, il est l'un des premiers à faire du retour à la paix civile +la priorité des priorités+".

Radio France International (RFI) a repris, dans son site électronique, le témoignage d'Ali Haroun qui relevait qu'Ait Ahmed était "l'intellectuel du groupe".

"C'était un garçon qui, déjà au lycée était un être assez exceptionnel, puisqu'il a été choisi comme le premier responsable de l'Organisation spéciale (OS), (à) qui depuis 1947 préparait l'action armée qui s'est déclenchée en 1954", a-t-il noté.

M. A. C.

Des femmes et hommes sont venus exprimer leur compassion

## Tristesse et mines grises au siège du FFS

Mines grises, tristesse et chagrin se lisent sur les visages des dizaines de personnes, personnalités ou simples citoyens qui se rendaient vendredi au siège national du Front des forces socialistes (FFS), sur les hauteurs d'Alger.

Suite au décès du fondateur de ce plus vieux parti de l'opposition et l'une des figures emblématiques de la glorieuse guerre de libération nationale, Hocine Ait Ahmed, des personnalités et simples citoyens tenaient à lui rendre hommage et à s'incliner à sa mémoire. En guise de respect à cette figure historique, qui a sacrifié sa vie pour la libération de la patrie et, après l'indépendance, à la lutte politique, le siège du FFS s'est transformé en un "lieu de pèlerinage" pour ces femmes et hommes venus exprimer leur compassion en cette circonstance douloureuse.

Difficile, en effet, de se frayer un chemin parmi ce nombre impressionnant de personnes qui tenaient à partager leur peine en inscrivant des mots sur le registre de condoléances mis à leur disposition à l'entrée du siège du parti. "Nous sommes venus pour partager notre compassion suite à la perte de Da L'Hocine, car il appartient à toute l'Algérie", confie, tout ému, Me Mokrane Ait Larbi. Un sentiment, du reste partagé par des personnalités nationales et des représentants de la société civile.

Les médias nationaux sont également présents en force pour recueillir les témoignages des uns et des autres, venus rendre un dernier hommage à celui qui fut une "sommité dont les valeurs humaines, la finesse et l'intelligence politique inégalées avaient éclairé un pan de l'histoire du militantisme algérien et marqué de leur empreinte l'histoire de tous les mouvements de libération de par le monde" pour reprendre les propos du président de la République dans son message de condoléances à la famille du défunt.

Reda A.

Le wali de Tizi-Ouzou présente ses condoléances au FFS

## Les militants appelés à préparer les funérailles

Par Rachid Chihab

La direction nationale du Front des forces socialistes (FFS), a instruit jeudi sa fédération locale de Tizi Ouzou à organiser un hommage dans la ville de Tizi Ouzou au président du parti Hocine Ait Ahmed qui s'est éteint mercredi à Lausanne en Suisse à l'âge de 89 ans. Effectivement, un hommage émouvant à la mémoire de l'ancien président de cette formation politique et l'un des dirigeants de la guerre de libération nationale a été tenu.

La cérémonie qui s'est déroulée à la maison de la culture Mouloud Mammeri de la ville des genêts, a regroupé des militants, des cadres, des élus nationaux et locaux, des anciens militants du parti et de citoyens anonymes. Des bougies ont été allumées sur une scène au milieu de laquelle trônait un portrait du défunt.

Le wali, Brahim Merad, est arrivé avant l'ouverture de cette cérémonie pour présenter ses condoléances à la famille politique du FFS, avant de repartir aussitôt. Inaugurant des prises de parole, le premier secrétaire

fédéral du FFS à Tizi-Ouzou, Farid Bouaziz, a observé que ce qui a fait la "grandeur de Hocine Ait Ahmed c'est d'être resté constant dans ses positions, fidèle à ses principes et aux idéaux de justice sociale et de démocratie qu'il a défendu toute sa vie". "Il n'a pas cherché à vivre de la politique et n'en a pas fait un commerce", a-t-il dit. Un ancien militant du FFS, Ali Tifou, a rendu hommage au "père de la Révolution qui a beaucoup donné pour l'Algérie en embrassant la cause nationale dès l'âge de 16 ans pour lui consacrer 70 ans de sa vie". Pour sa part, le président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Hocine Haroun, qui fait parti lui aussi du FFS a observé que "Hocine Ait Ahmed a su transcender les différends, les clivages et les partis politiques". De son côté, le sénateur du parti de la wilaya de Tizi Ouzou Moussa Tamadartaza a souligné que le meilleur hommage à rendre à Da L'Hocine c'est de "poursuivre son combat, rendre ses idées éternelles et de faire du FFS, le premier parti d'opposition en Algérie, un parti éternel". Il ajoute : "Hocine Ait Ahmed est resté rattaché à son pays, défendant une Algérie unie et

indivisible", a-t-il poursuivi, ajoutant que "sa volonté d'être enterré chez lui à Ait Yahia rappelle ce lien fort qui existe entre l'homme et la terre". Les intervenants ont, tous, souligné que le meilleur hommage à Hocine Ait Ahmed est de "poursuivre son combat et de rester fidèle aux valeurs qu'il a défendu et qui ont forgé la ligne du FFS".

A la fin de cette cérémonie, un appel a été lancé aux militants pour s'organiser sous l'égide de la Fédération du FFS de Tizi-Ouzou en vue de préparer les funérailles prévues pour vendredi prochain au village Ait Ahmed (commune d'Ait Yahia), qui seront marquées par la présence d'une foule nombreuse, prévient M. Bouaziz, et qu'il faudra, selon lui, "canaliser afin d'offrir à ce digne enfant de l'Algérie des funérailles nationales et populaires comme il l'a souhaité". En effet, des centaines de milliers de personnes sont attendues dans cette petite localité des Montagnes de Djurdjura. Des observateurs locaux d'attendent à des funérailles similaires à ceux de Matoub Lounès tombés sous les balles assassines le 25 juin en 1998 à Tizi Ouzou.

R.C.



Phénomène d'enlèvement des enfants

# Le ministère des Affaires religieuses s'implique

Les nombreuses affaires d'enlèvements et d'assassinats d'enfants, ont poussé le ministère des Affaires religieuses à réfléchir à adopter un plan national interactif de lutte contre le phénomène.



Par Louiza Ait Ramdane

Devant l'ampleur du phénomène, Mohamed Aissa, ministre des Affaires religieuses et des Waqfs a pris conscience de l'urgence de réagir pour y faire face. Pour cela, il a mis en place un plan national interactif de lutte contre le phénomène d'enlèvement des enfants. Selon un communiqué du ministère, le plan prévoit "une campagne de sensibilisation pour protéger les enfants contre tout ce qui pourrait porter atteinte à leur sécurité et ce, en coordination avec les élites et les forces vives de la société", a précisé la même source.

Le ministère appelle toutes les organisations de la société civile à "participer aux différentes activités de ce plan disponible sur le site électronique

officiel du ministère ([www.marw.dz](http://www.marw.dz)) et au niveau des services des directions de wilaya du ministère".

Ce plan "s'inscrit dans le cadre des instructions du ministre des Affaires religieuses et des waqfs Mohamed Aissa visant à promouvoir la mission de la mosquée dans la lutte contre les fléaux sociaux et le phénomène d'enlèvement des enfants qui est étranger à notre société", selon la même source.

La disparition des enfants est un phénomène récurrent, contre lequel une vigilance de tout moment doit être requise pour éviter de rallonger la liste des victimes. Une nécessité pressante au moment où nos bambins risquent de rencontrer, sur leur trajet à l'école, dans la cage d'escalier ou dans la rue, une personne étrangère qui risque de les kidnapper. Il suffit

d'un moment d'inattention et le tour est joué, car on ne prévoit jamais ce type d'intention malsaine. Les cas de disparition d'enfants ont plongés la société dans un état de terreur constant. Les chiffres avancés par les services de sécurité parlent de plus d'un millier de rapt d'enfants ces dix dernières années en Algérie. Le réseau NADA, a recensé 278 victimes au cours de l'année 2015. Ainsi, et selon la même source, 220 tentatives de kidnapping ont eu lieu durant cette période un peu partout à travers le territoire national. Ces enfants ont été approchés par des ravisseurs et sauvés par des parents vigilants ou souvent par des citoyens alertés par cette situation anormale, indique la même source. 52 autres tentatives avortées ont été également recensées par le réseau. Dans ces cas, les enfants vic-

times ont subi réellement un rapt, mais ils ont été cependant très vite retrouvés par les éléments des services de sécurité fortement mobilisés. Mais malheureusement, ce n'est pas toujours le cas pour tous les enfants enlevés. Ces données reflètent réellement l'alarmante hausse de ce phénomène qui hante aujourd'hui les familles algériennes. La situation est alarmante. La mise en place d'une véritable stratégie de prévention contre l'enlèvement des enfants est un impératif. Cette prévention passe d'abord par les parents eux-mêmes appelés à prendre en charge leurs enfants qui ne doivent en cas être "livrés" à eux-mêmes après les heures d'école. Il faut également mettre en place une stratégie efficace pour contrer ce fléau dangereux.

L.A.R.

Chaînes de télévision non agréées

## "Il est préférable qu'elles n'émettent pas" selon le ministre

Le ministre de la Communication, Hamid Grine a indiqué jeudi à Biskra où il effectuait une visite de travail qu'il était "préférable" que les chaînes de télévision n'ayant pas obtenu un agrément n'émettent plus, affirmant rejeter toute logique de fait accompli dans ce domaine.

"Je m'adresse à ces médias non agréés pour rappeler que les chaînes ne disposant pas d'agrément doivent présenter un dossier pour l'obtenir", a averti M. Grine au cours d'une conférence de presse, soulignant qu'en attendant, "elles doivent s'abstenir d'émettre".

Il a indiqué à ce propos que son département "n'acceptera pas la logique du fait accompli", estimant que cette situation est "comparable à celle d'une personne qui doit, pour entrer dans un pays, obtenir d'abord un visa".

Le ministre a indiqué, par ailleurs, que dans le cadre du développement des ser-

vices des médias à Biskra, la diffusion de la télévision numérique terrestre (TNT), qui était "quasi nulle" couvre désormais 85 % du territoire de la wilaya.

Il a également évoqué, dans le même contexte, "l'amélioration de la couverture par les programmes de la chaîne 3 de la radio nationale, ainsi que le prolongement des heures de diffusion de la radio nationale de Biskra qui sont passées à 18 heures par jour. Il a aussi rappelé, à ce propos, que les heures de diffusion des radios de Tindouf, de Tamanrasset, d'Illizi, de Constantine et de Tizi Ouzou ont également été prolongées.

M. Grine a aussi affirmé qu'en plus du développement de l'accès aux programmes de la TNT, la population de la wilaya de Biskra sera débarrassée des zones d'ombre "courant 2016".

Concernant la loi sur la publicité, le ministre a assuré que ce texte "ne comportera rien d'extraordinaire et sera analogue à

ceux en vigueur dans les autres pays du monde".

Au sujet de l'octroi aux journaux de la publicité par l'ANEP, M. Grine a fait observer qu'il "ne s'agit pas d'un point de droit", avant d'ajouter que son département "n'interfère pas sur ce point mais s'intéresse en priorité à la modernisation de cette entreprise".

A une question relative à des "dépassements" dans l'octroi de la carte de journaliste professionnel, le ministre a affirmé n'avoir "jamais entendu, ni relevé un cas de cette nature". Le ministre de la Communication a procédé, lors de cette visite de travail, à la mise en exploitation de la Maison de la presse après avoir inspecté le siège de la radio et pris part aux festivités du Maoussem de Sidi Zazour et de la fête des dattes, au chef-lieu de wilaya.

Il avait pris part, la veille au soir, à la célébration du Mawlid Ennaboui dans la ville de Sidi-Okba.

B. N.

## Après 15 ans de suspension Corail Reprise de la pêche au corail au printemps prochain

L'exploitation du corail, dont la réouverture a été autorisée récemment après 15 ans de fermeture, devrait commencer dès le printemps prochain, a indiqué, mercredi, à l'APS un haut responsable du ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche. La pêche au corail, autorisée par la nouvelle loi sur la pêche et l'aquaculture adoptée en mars dernier par le Parlement, "va commencer au printemps, plus précisément entre mars et avril 2016", précise le chef de cabinet chargé de la pêche auprès de ce ministère, Kamel Negheli, en marge d'une journée d'information destinée aux opérateurs concernés et consacrée aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exploitation corallienne. La campagne de pêche sera précé dée par un processus d'adjudication qui débutera d'ici à début janvier pour permettre aux opérateurs de déposer leurs soumissions. Le wali procédera, par la suite, à l'examen des dossiers des soumissionnaires dont ceux retenus pourront participer aux enchères pour l'obtention de concessions d'exploitation de cette ressource. Mais selon M. Negheli, après 15 ans de suspension, l'année 2016 sera "beaucoup plus une année expérimentale" pour l'exploitation de la ressource corallienne, et ce, "afin de s'imprégner de la réalité du terrain". "Nous allons suivre de près le déroulement de l'opération et nous ajusterons ou préciserons, dans le cas échéant, certains aspects lorsque cela s'avérera nécessaire", poursuit-il. Malgré sa fermeture en 2000 en raison d'une surexploitation de la ressource, la pêche au corail continue, à ce jour, de faire l'objet de braconnage, observe-t-on. C'est ainsi que la nouvelle loi sur la pêche, qui consacre les principes d'une pêche durable et de la préservation des ressources halieutiques, a autorisé la réouverture de l'activité corallienne mais en introduisant des dispositions qui devraient non seulement mettre fin à son exploitation illicite mais aussi de drainer des revenus économiques vu sa haute valeur marchande. Les plus lourdes peines prévues par le nouveau texte concernent les infractions liées à la pêche au corail infligées aux personnes qui le pêchent sans concession ou celles qui ne tiennent pas de registre de plongée, ou qui dépassent le quota annuel autorisé ou quiconque exporte le corail à l'état brut ou semi fini. Ces peines vont d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende oscillant entre 10 millions et 20 millions de DA. L'exploitation du corail s'effectue par voie de concession, dans des conditions et selon les modalités fixées au cahier des charges. En outre, cette pêche s'effectue selon un programme d'exploitation, qui fixe les quotas autorisés à pêcher, les zones et la périodicité ainsi que le nombre d'exploitants admis pour chaque périmètre d'exploitation. La loi prévoit également la création de l'Agence nationale de développement durable de la pêche et de l'aquaculture (ANDPA) dont l'une des missions est l'évaluation des ressources coralliennes et le suivi de leur exploitation sur l'ensemble du littoral algérien. Cet établissement public à caractère industriel et commercial est chargé aussi de mettre en place un dispositif de traçabilité du corail depuis son débarquement jusqu'à sa transformation et sa commercialisation.

Reda A.



Cimenterie de Beni Saf

# Entre impondérables écologiques et impératifs de production

La cimenterie de Beni Saf, dans la wilaya de Ain Temouchent, est confrontée à un dilemme : satisfaire les exigences écologiques et développer davantage sa production au grand dam tant de riverains que d'associations versées dans la protection de l'environnement.



"**A**cculée" par le mouvement associatif et les riverains, la Société des ciments de Beni Saf (SCIBS) doit prendre des mesures "concrètes" pour le règlement définitif de ce problème de pollution, a indiqué son directeur général, Sekouane Boulouar à l'APS.

Pour ce faire, deux "grandes" opérations ont été entreprises, à savoir la mise en place de pas moins de 39 filtres à manche pour les poussières de ciment, soit un investissement de 702,642 millions DA entre 2009 et 2011, et la modification des deux électro-filtres existants en filtres à manche pour le dépolluissage de la ligne de production, a-t-il souligné.

Belhamri Abdelkader, technicien à la SCIBS, a, de son côté, rassuré que la cheminée de l'usine rejette actuellement 40 milligrammes/normale mètre cube (Mg/NM3),

signalant qu'avec le nouveau filtre à manche envisagé cette norme baissera à 10 mg/NM3, ce qui est, selon lui, conforme même aux normes européennes. "Les normes algériennes en matière d'émission de poussière des cimenteries sont fixées à 50 mg/NM3", a-t-il encore argué.

S'agissant là d'une installation spécifique, la SCIBS a, selon ses responsables, recouru à une expertise internationale effectuée par un bureau d'experts français (PA Technologie) pour indiquer la procédure technique à suivre pour le remplacement des filtres par une adaptation au lieu et place pour ne pas défigurer la cheminée, a-t-on expliqué signalant que cette étude a été validée par le Conseil d'administration.

La seconde étape a, par contre, buté sur des "lenteurs de procédures réglementaires" à suivre, s'agissant d'un investissement lourd

de l'ordre de 509 millions DA dont 410 millions pour le filtre, a indiqué le directeur général de l'entreprise, soulignant que l'accord du Conseil d'administration du Groupement "GICA" n'a été obtenu que le 25 octobre écoulé. Une fois l'opération budgétisée, un appel d'offres national et international restreint a été lancé en date du 10 novembre 2015, a-t-il ajouté, assurant que durant la période de remplacement des filtres, l'usine observera un arrêt de production du clinker de 40 jours et la production du ciment et sa commercialisation se poursuivra normalement. Pour le mouvement associatif, les émissions poussiéreuses de l'usine sont "très néfastes" pour la santé des riverains notamment, comme l'a souligné le président de l'association "Main verte" de protection de l'environnement, Zehouani Mohamed. Une enquête effectuée par cette association a révélé,

selon lui, que la cimenterie a été à l'origine de l'abandon, par leurs propriétaires, de terres agricoles avoisinantes, outre la découverte d'oiseaux morts et de déchets solides des deux cotés de la cimenterie.

Un "dossier complet" a été transmis à la direction de l'environnement pour intervention, a-t-il ajouté. Des riverains ont mis l'accent, pour leur part, sur ces "nuisances", appelant les gestionnaires de l'usine à prendre en charge ces problèmes écologiques. La cimenterie de la SCIBS, société par actions au capital de 1,8 milliard DA. Elle emploie actuellement 200 travailleurs. Le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) en détient 65 % des actions. **G. N.**

## Vendu à 38,10 dollars Le pétrole finit en hausse à New York jeudi

Les cours du pétrole ont terminé en hausse jeudi à New York où le cours du baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en février a pris 60 cents à 38,10 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), après avoir déjà gagné près de 1,5 dollar la veille.

A Londres, le prix du baril de Brent pour livraison en février avançait lui aussi, gagnant 51 cents à 37,87 dollars vers 18H30 GMT, également pour le contrat de février, mais se maintenait sous le niveau du WTI comme lors des deux précédentes séances.

Le marché du pétrole a d'ailleurs fermé à New York à 18H30 GMT, une heure plus tôt que d'habitude, avant de rester clos vendredi.

Parmi les facteurs de soutien jeudi, "les marchés émergents rebondissent un peu, ce qui relance les espoirs sur la demande, et le dollar s'affaiblit", ce qui rend les échanges pétroliers plus attractifs car ils sont libérés en monnaie américaine, a jugé l'analyste Carl Larry.

Le marché de l'or noir, récemment tombé à ses plus bas niveaux depuis 2004 à Londres et 2009 à New York, poursuit surtout sur la lancée de sa nette reprise de la veille, qui avait suivi l'annonce inattendue d'une nette baisse des stocks américains.

R. D.

## Chômage Petit répit en novembre en France

Un petit répit sur le front du chômage, bienvenu pour le gouvernement à la veille de Noël: après les très mauvais chiffres d'octobre, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité a légèrement baissé en novembre, pour atteindre 3,57 millions en France métropolitaine. Le nombre d'inscrits à Pôle emploi sans aucune activité (catégorie A) a diminué de 15.000, en recul de 0,4% sur un mois. Ces données viennent à peine corriger la forte hausse du mois d'octobre, au cours duquel 42.000 chômeurs étaient venus grossir les rangs de Pôle emploi. Sur un an, leur nombre a progressé de 2,5%. En incluant l'outre-mer, il s'élève à 3,83 millions.

Si l'on compte aussi le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (A, B et C), le chiffre est en légère hausse de 6.700 en novembre, à 5,44 millions.

AFP

## Licences d'importation

# Le décret exécutif publié au JO

Le décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'application des régimes des licences d'importation ou d'exportation de produits et marchandises a été publié au Journal officiel no 66.

Adopté en novembre dernier par un conseil du gouvernement, dans le cadre de l'application des dispositions de la nouvelle loi sur le commerce extérieur, le texte porte notamment sur la mission du comité interministériel chargé de la délivrance des licences, les modes de répartition des contingents et la durée de validité de ces licences dont l'entrée en vigueur est prévue pour janvier 2016.

Le décret indique que les licences d'importation ou d'exportation automatiques sont délivrées par les secteurs ministériels concernés sur la base d'une demande accompagnée de documents justifiant la conformité des produits selon leur nature et la situation juridique des opérateurs économiques.

A ce titre, les secteurs ministériels sont appelés à déterminer la liste des produits, jugés nécessaires, à soumettre au dispositif de licence.

Quant aux licences non automatiques, elles sont accordées par le ministère du Commerce sur proposition d'un comité interministériel permanent institué auprès de ce ministère, afin de gérer les contingents de produits.

Ce comité a pour mission de formuler des propositions relatives à la liste des pro-

duits et la détermination des volumes quantitatifs des contingents.

Le contingent est ouvert sur la base d'un avis, émis par le ministère du Commerce, par voie de publication dans la presse nationale et sur le site web de ce ministère ou par toute autre voie appropriée.

L'avis doit comporter les délais d'introduction des demandes d'importation ou d'exportation relatives à chaque contingent et le lieu de dépôt, les délais d'ouverture et de fermeture du contingent, les quantités de chaque produit ainsi que le mode retenu pour la répartition des quotas.

Pour la répartition des contingents, le décret propose 4 méthodes mais évoque la possibilité de recourir à tout autre mode plus approprié dans le cas où ces 4 systèmes s'avèrent inadéquats. Ainsi, les méthodes proposées portent sur l'ordre chronologique d'introduction des demandes (Premier venu premier servi), la répartition en quotas des quantités demandées, la prise en considération des courants d'échanges traditionnels et l'appel à manifestation d'intérêt.

Quant au Comité chargé de l'examen des demandes de licences, il est présidé par le secrétaire général du ministère du Commerce et composé de deux représentants du ministère des Finances (direction générale des douanes et direction générale des impôts), et d'un représentant pour cha-

cun des ministères de l'Industrie, de l'Agriculture et du Commerce.

La mission de cette structure porte sur l'examen des demandes de licences d'importation ou d'exportation par référence aux besoins exprimés et aux statistiques résultant de l'exploitation des données formulées par les départements ministériels ainsi que par les représentants des associations professionnelles et patronales agréés.

Il est aussi chargé de formuler au ministre du Commerce des propositions sur l'identification et l'actualisation de la liste des produits à contingerer, la détermination des volumes quantitatifs des contingents et le choix des méthodes de répartition des quotas.

Concernant la durée de validité des licences d'importation ou d'exportation, le décret l'a fixée à six (6) mois à compter de sa date de délivrance.

Selon le texte, la licence délivrée a un caractère "personnel et incessible". En cas de non utilisation, elle doit être restituée au Comité, au plus tard, dans les 10 jours ouvrables, suivant sa date d'expiration.

Par ailleurs, les Douanes doivent informer régulièrement le ministère du Commerce et la Banque d'Algérie du niveau de consommation des contingents à l'importation et à l'exportation, ainsi que des statistiques relatives à l'historique des opérations d'importations ou d'exportations. **G. H.**



Mawlid ennabaoui

# Des traditions perpétuées dans la quiétude à Ghardaïa

Loin d'être une simple fête locale, la célébration cette année du mawlid ennabaoui (la naissance du prophète (QSSSL) à Ghardaïa a été l'occasion pour l'ensemble de ses habitants de retrouver sérénité et quiétude, dans une région secouée il y a quelques mois par de douloureux événements.



Pour manifester l'amour porté au prophète Mohamed (QSSSL), se rappeler ses actions et ses paroles (hadiths), chaque quartier, K'sar et tribu conserve sa propre tradition et perpétue ses coutumes séculaires alliant art culinaire, renforcement des liens familiaux, solidarité et recueillement.

A chaque célébration de cette fête, le k'sar de Ben Izgen constitue un centre d'attraction par excellence avec le traditionnel défilé nocturne. Organisé la veille du mawlid, ce défilé se déroule à la lumière tamisée de torches fonctionnant à l'huile, connues localement sous l'appellation de "Inarene".

Aux chants glorifiant le sceau des prophètes, se mêlent

des ribambelles d'enfants en tenue traditionnelle, accompagnés de leurs parents et portant des lampes traditionnelles. La procession serpente les différentes ruelles de la cité avant de converger vers la mosquée El Atik où un grand récipient est mis à la disposition des habitants pour recevoir l'huile qui reste de ces lampes.

Une fois récupérée, cette huile sera revendue aux "enchères" sur la place du Souk (marché) de Ben Izgen et les rentrées de cette vente seront versées au compte de la mosquée pour s'acquitter des charges de l'électricité tandis que les lampes redeviennent des objets et autres effets décoratifs, a expliqué Dr Ahmed Nouh, notable du Ksar de Ben

Izgen.

"Cette huile, a-t-il fait savoir, a une valeur spirituelle. Elle est considérée comme une huile bénie car ayant "accompagné" les déclamations des versets du saint coran dans la mosquée toute la nuit de l'anniversaire de la naissance du prophète Mohamed (QSSSL)".

Avant l'avènement de l'électricité, l'huile était utilisée pour alimenter les lampes servant à illuminer la maison d'Allah (mosquée), a-t-il ajouté, soulignant que cette tradition séculaire ancestrale est revisitée chaque année à l'occasion du mawlid ennabaoui.

Malgré le froid mordant, cette manifestation nocturne n'a pas manqué de charmer et de surprendre des voyageurs de

passage et autres touristes nationaux, venus découvrir les différentes facettes du patrimoine immatériel du pays.

Dans la région de Guerrara, cette fête est marquée par une tradition originale appelée "Adoual" (le retour) où les nouveaux mariés revivent une soirée de noces dans leurs costumes traditionnels et dans un climat festif, un rituel réservé uniquement aux membres de la famille.

La femme nouvellement mariée est ainsi invitée quelques jours avant le mawlid chez ses parents avant de revenir au domicile conjugal dans la même tenue traditionnelle de mariage, dans une ambiance faite de sons du tbal (tambour) et des youyous stridents des femmes.

Pour les Ghardaouis, cette fête religieuse est également l'occasion de veiller aux rythmes mélodieux des chants élogieux sur le prophète et la déclamation de versets du Saint Coran. C'est aussi un moment particulier de recueillement pour les fidèles afin de se remémorer les hauts faits du prophète Mohamed (QSSSL).

Bien que les festivités marquant l'anniversaire du prophète (QSSSL) connaissent un certain "modernisme" avec l'apparition des artifices, pétards et autres produits pyrotechniques, elles restent cependant marquées par des traditions qui perdurent jusqu'au jour d'aujourd'hui, à travers notamment le regroupement familial et l'entraide.

Le mawlid ennabaoui est une aussi une occasion pour rassembler la grande famille autour d'un couscous à la sauce préparée à base de dattes, dénommé "Ouchou Tini".

Farid D.

Le Mawlid, jadis à Khenchela

## Des jeux de lumière, rudimentaires, procuraient les mêmes plaisirs aux enfants

La célébration du Mawlid à Khenchela, il y a deux décennies à peine, était toujours "lumineuse" et, surtout, dépourvue de ces dangereuses "fusées" régulièrement responsables de blessures lors de cette fête religieuse, rapportent des anciens.

Artisans, faits de bric et de broc, les jeux de lumière d'antan étaient surtout inoffensifs (ou presque) et peu coûteux, souligne Samir (33 ans) qui se revendique nostalgique et qui se dit "révolté" par le spectacle de ces artifices pétaradants que certains commerçants continuent d'importer d'Asie.

C'est ainsi que le "signal" qui faisait pétiller de joie les yeux des enfants n'était, en fait, qu'une simple boîte de conserves que l'on trouait pour placer une bougie à l'intérieur, et que l'on promenait au bout d'un bâton, se rappelle Samir.

"Une fois la nuit tombée, les petits gar-

çons saisissaient chacun son "signal" et sillonnaient en riant les ruelles du quartier de Boudjelbana, devant les yeux attendris des plus âgés", dit-il, les yeux dans la vague. "Notre joie était immense, spontanée et très contagieuse", atteste Samir.

Un autre trentenaire, Karim, affirme quant à lui qu'il préférerait, en compagnie de garçons de son âge, "El Mahraïka", une sorte de pétard qu'ils fabriquaient eux-mêmes pour le faire retentir dans le quartier (sans toutefois quelques petites brûlures sans gravité).

Pour "El Mahraïka" il fallait se procurer, dit-il, de l'étain (un métal ductile et malléable) que l'on portait à fusion pour lui donner une forme cylindrique.

Pour faire "claquer" le fond du cylindre, "chargé" de bouts d'allumettes, il fallait juste le taper contre un mur, se souvient ce jeune père de famille. Ces "jeux d'artifice" d'autrefois ne semblent plus avoir droit de cité aux

yeux des petits et des écoliers qui sont persuadés, aujourd'hui, que pour se faire plaisir et épater les copains, rien ne vaut ces dangereux engins multicolores aux noms aussi sinistres qu'"explosifs" : double-mèche, double canon, Boumba, "TNT", mitrailleuse et autre K-fusil.

Pour Malika, une mère de famille résidant au centre de Khenchela, ces jeux qui n'ont rien à voir avec ceux d'antan sont "démensurés" et très onéreux.

Elle avoue cependant n'avoir pas trouvé d'autre alternative que de céder aux caprices de ses trois garçons en leur achetant "ce qui se vend dans tous les coins de rues" et leur offrir de "petits moments de gaieté".

Ce que Malika ignore (ou feint d'ignorer), c'est que ces "petits moments de gaieté" peuvent conduire à l'hôpital, lui rappellent Samir et Karim.

R. S.

Fête du mawlid

## Des milliers de fidèles et touristes à Beni-Abbes

Des milliers de fidèles et de touristes ont pris part mercredi à Beni-Abbes (Bechar) à des cérémonies religieuses et autres activités culturelles et sportives organisées chaque année dans cette région à l'occasion de la célébration du mawlid ennabaoui (naissance du prophète).

Selon des responsables d'associations locales activant dans les domaines culturel et touristique, cette célébration gagne de plus en plus en popularité à telle enseigne que des centaines de touristes issus de différentes wilayas du pays y participent ce qui démontre, à leurs yeux, l'attachement des Algériens à ce genre de fête religieuse et à leurs traditions. La célébration, dans la pure tradition du Mawlid à Beni-Abbes (250 km au sud de Bechar), remonte à plusieurs siècles et est marquée par des rituels dont le badigeonnage à la chaux des mausolées et autres lieux de culte, en hommage aux saints patrons de cette région du sud-ouest, à l'instar du fondateur de cette ville, Sidi Othmane Gherib. Elle se distingue aussi par des cérémonies de récitation du saint coran et de Dikr, une semaine durant, à travers les mosquées de Taghit, communément appelée la perle du Sahara et récemment érigée au rang de wilaya déléguée. Le programme de célébration de cette fête, élaboré par l'APC et le mouvement associatif culturel local, a débuté mardi avec des rencontres ayant trait à la vie et aux Œuvres du prophète Mohamed (QSSSL) et des conférences sur les valeurs de l'islam.

Cette fête sera clôturée par le rituel de la Fezaa, cérémonie durant laquelle des centaines de membres de troupes de "baroud" des différentes localités de cette wilaya déléguée et celles de la wilaya de Béchar animent des spectacles de rue après la prière de l'Asr de ce mercredi, veille du Mawlid.

Ce rituel, prévu à la place des martyrs de Beni-Abbes, plus connue localement sous l'appellation de "Masria" et qui a été récemment rénovée pour un coût de 60 millions DA, verra le rassemblement d'un grand nombre de fidèles. Il est traditionnellement précédée de la lecture de la Fatiha du Saint coran par des milliers de présents à cette occasion.

Le développement du réseau routier et le renforcement des structures d'accueil, notamment le camp de jeunes de plus de 400 places, ainsi que l'essor qu'a connue la formule du tourisme chez l'habitant ont amplement contribué à l'accueil de centaines de touristes, des groupes de jeunes notamment, venus des quatre coins du pays, a-t-on constaté.

En marge de ces festivités religieuses et culturelles, les visiteurs présents mercredi à Beni-Abbes ont suivi un semi-marathon national de la Protection civile qui s'est déroulé pour la première fois à travers la grande palmeraie de Beni-Abbes.

R. S.

À partir du premier trimestre 2016 à Blida

# La gestion de l'eau sera totalement assurée par l'ADE

**L'Algérienne des eaux (ADE) se chargera de la gestion de l'eau potable sur la totalité du territoire de la wilaya de Blida à partir du premier trimestre 2016, a indiqué mercredi son directeur.**



L'ADE est actuellement en charge de l'AEP de 22 communes sur les 25 que compte Blida, a indiqué Boualem Merabet lors de son intervention à la session ordinaire de l'APW, consacrée au dossier des prestations publiques assurées par l'ADE.

La commune de Souhane sera intégrée dans le programme de l'entreprise à la fin 2015, alors que celles de Djebabra et Bouguera le seront durant le premier trimestre 2016. «La généralisation de la gestion de l'ADE à l'ensemble des communes de la wilaya est inscrite au titre de l'amélioration du service public», a-t-il souligné, ajoutant que l'entreprise compte actuelle-

ment plus de 183.000 abonnés qu'elle œuvre à doter de nouveaux compteurs modernes de fabrication algérienne.

L'ADE veille, en outre, en collaboration avec les services d'hygiène communale, à l'«analyse quotidienne de l'eau potable en vue d'assurer aux citoyens une eau saine», a-t-il ajouté. S'exprimant sur les infiltrations d'eau et les coupures intermittentes enregistrées dans certaines zones en matière d'eau potable, M. Merabet a fait état d'une étude en cours, au niveau de ses services, en vue de l'approvisionnement des communes de la zone- Est de la wilaya à partir du barrage de Taksebt (Tizi-Ouzou), en passant par la conduite principale de Boudouaou

(Boumerdes).

Parallèlement une autre étude est relative à l'alimentation en eau potable, de la zone Ouest à partir du barrage El Mostakbal de Boumedfaâ, alors qu'une troisième étude examine la possibilité de relèvement de la plage horaire du Grand Blida, en matière d'AEP.

Les participants à ce conseil ont appelé à l'impérative réhabilitation des agences commerciales de l'ADE, à l'instar de celles d'El Affroune, Ben Khelil, Soumâa et Meftah, outre l'adoption des nouvelles technologies de la communication (internet), par l'entreprise en général.

R. B.

## De nouvelles places pédagogiques pour la formation professionnelle

Le secteur de la formation professionnelle et d'apprentissage, à Blida, sera renforcé, dès l'année 2016, avec 1.900 nouvelles places pédagogiques, en sus de 320 lits, a-t-on appris, jeudi, du responsable local du secteur. Selon M. Bekkouche Abdelkader, ce renforcement sera possible grâce à la réception attendue de deux (2) instituts de formation, actuellement en cours de concrétisation, le premier d'une capacité de 1000 places pédagogiques et 300 lits à Bouguera (à l'est de Blida), et le second, d'une capacité de 300 places et 120 lits, à Boufarik. Les reste des places sera assuré par deux (2) CFPA en cours de réalisation, respectivement à Bouarfa (300 places et 120 lits) et Ben Khelil (300 places). Ces projets, englobant, également, un internat de 60 lits à Meftah, ont été affectés d'une enveloppe de réalisation globale de 1.234.000.000 DA. Le même responsable a fait part du gel, par le Gouvernement, du projet de l'Institut de formation en tourisme, prévu à Soumaâ, ainsi que de l'étude d'extension du CFPA de Soumaâ avec 100 places pédagogiques. Actuellement, le secteur de la formation à Blida compte 21 établissements publics, englobant un Institut de formation professionnelle, quatre (4) instituts spécialisés, 11 CEPPA et cinq (5) annexes professionnelles, d'une capacité d'accueil globale de 9.350 places pédagogiques, 1500 lits et 2.400 places en demi-pensionnat.

G. B.

Adrar

## La caravane des TIC et des micro-entreprises fait une escale

La caravane nationale des micro-entreprises activant dans le domaine des technologies de l'information et de la communication a marqué jeudi une halte dans la wilaya de Adrar, avant sa dernière étape de sa tournée à travers plusieurs wilayas.

Cette initiative est organisée conjointement par l'Agence nationale de soutien à l'emploi (Ansej) et l'association nationale de porteurs de projets sous le patronage du ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication (PTIC) en collaboration avec le ministère du Travail et de la Sécurité sociale.

La caravane a pour mission d'encourager les jeunes diplômés dans le domaine des TIC pour créer leur entreprises sous-traitantes et consolider le partenariat avec les secteurs concernés, a précisé le chargé de communication de la caravane

Abderraouf Hammouch.

Des journées «portes-ouvertes» sur les perspectives de l'investissement dans le domaine des TIC, notamment la réalisation de projets de modernisation de téléphone filaire et, dont les jeunes désireux investir dans le cadre de l'Ansej, sont au programme de cette manifestation de deux jours, a-t-il indiqué.

Les porteurs de projets vont bénéficier, également d'un cycle de formation de trois mois au sein de l'entreprise Algérie Télécom (AT), dans différentes spécialités, liées notamment à la fibre optique, à l'installation des réseaux et les travaux de bâtiment, selon la même source.

Hammouch a fait savoir que l'AT s'emploie à réaliser un programme national d'envergure portant sur l'extension des réseaux de la fibre optique et la modernisation des

réseaux de téléphone fixe, pour une enveloppe estimée à 45 milliards DA.

Ce programme, sera effectué avec le concours de 300 entreprises, selon la même source, signalant que la caravane qui vise à consolider les relations de partenariat, a permis, depuis son lancement, il ya cinq mois, la création de quelque 1.300 entreprises à l'échelle nationale.

Parmi les participants à cette manifestation, figure Mustapha Dada (35 ans) de la wilaya d'Adrar, qui a lancé sa micro-entreprise, un exemple d'entreprise prometteuse versée dans le domaine des TIC.

Cette micro-entreprise créée l'année dernière, avec le soutien de l'Ansej, fonctionne, actuellement, avec un staff de cinq jeunes qui ont déjà bénéficié d'une formation dans ce domaine.

G. D.

Tamanrasset

## Lancement d'une caravane d'information sur l'emploi

La seconde édition de la caravane d'information sur l'emploi a été lancée jeudi à la maison de jeunes de la circonscription administrative frontalière d'In-Guezam, (Tamanrasset), à la grande satisfaction des demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, a-t-on appris des responsables du secteur de l'emploi de la wilaya.

Cette initiative vise notamment la sensibilisation des jeunes aux concours des différents dispositifs d'emploi, sur les mécanismes d'emploi et les opportunités offertes en la matière, a précisé le directeur de l'emploi (DE).

Bouamama Daki a précisé que l'organisation de cette caravane dans cette région enclavée permettra d'informer le public sur les différents mécanismes et dispositifs mis en place par l'Etat, les organismes activant dans le domaine de l'emploi en vue de promouvoir l'emploi.

Il a indiqué que cette action traduit l'intérêt accordé par le secteur aux régions frontalières dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie portant sur l'amélioration du service public dans les régions enclavées.

Le programme de cette caravane prévoit durant deux jours l'animation par les responsables du secteur des communications sur les dispositions et modalités de montage de petites et moyennes entreprises, des facilités et mesures incitatives accordées aux promoteurs des microprojets, ainsi que les procédures d'inscription des demandeurs d'emploi et l'explication du mécanisme d'insertion professionnelle.

Le responsable du secteur de l'emploi de Tamanrasset a fait part, à ce titre, que l'embauche des demandeurs d'emploi s'effectuera à l'avenir selon le nouveau système du réseau de données qui permettra l'actualisation des listes des demandeurs d'emploi, et assurera davantage de transparence dans le recrutement.

R. T.

Oran

## Quelque 1.430 familles relogées

Quelque 1.430 familles, résidant dans des habitations vétustes et menaçant ruine des quartiers populaires d'El Hamri et Ghoualem (Medioni) d'Oran, ont été relogées mercredi dans des logements sociaux locatifs neufs dans la localité d'El Menzeh (ex Canastel).

L'opération s'est déroulée dans de bonnes conditions à la faveur des moyens matériels et humains mobilisés par les autorités locales.

Les familles relogées, détentrices de décisions de pré-affectations datant de 2011 et 2012, ont fait part de leur satisfaction d'occuper désormais des logements décentes dans une cité disposant de toutes les commodités et équipements publics.

Cette opération de relogement permettra de récupérer des assiettes foncières jugées importantes devant servir à la réalisation de différents projets d'intérêt public.

Il s'agit de la septième opération d'un programme de relogement qui a débuté le 4 novembre 2015. Jusqu'à ce jour, quelque 3.674 logements sociaux ont été distribués, rappelle-t-on de source proche des services de la wilaya d'Oran.

H. O.



# CONFLITS ▶▶

Syrie

## Damas prêt à des pourparlers avec l'opposition fin janvier

**Le régime syrien est prêt à participer à des négociations fin janvier pour mettre un terme à la guerre mais attend de savoir quels groupes de l'opposition y prendront part, Damas considérant la plupart d'entre eux comme des "terroristes".**



**S**ur le terrain, 20 civils, dont sept enfants, ont été tués jeudi dans des frappes aériennes du régime de Bachar al-Assad contre une localité rebelle au sud-est de Damas, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Nombre de pays occidentaux s'opposent au président Assad mais sont également très inquiets par le danger représenté par le groupe Etat islamique (EI) qui contrôle de vastes territoires en Syrie et en Irak.

C'est ainsi la montée en puissance de l'EI qui a poussé les 15 membres du Conseil de sécurité à adopter le 19 décembre une feuille de route pour une solution politique au conflit qui ravage la Syrie depuis 2011 et qui a fait plus de 250.000 morts et des millions de déplacés.

Le texte prévoit des négociations opposi- tion-régime, un cessez-le-feu, un gouverne-

ment de transition et des élections dans les 18 mois. Les pourparlers doivent se tenir à Genève "fin janvier", selon l'ONU.

"La Syrie est prête à participer au dialogue inter-syrien (...) sans interférence étrangère", a déclaré jeudi le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem. "Notre délégation sera prête dès que nous aurons reçu la liste de la délégation de l'opposition".

Le régime de Damas qualifie de "terroristes" tous les groupes qui ont pris les armes contre M. Assad, ne faisant aucune différence entre les rebelles et les jihadistes du Front al-Nosra --la branche syrienne d'Al-Qaïda-- ou de l'EI.

La Jordanie, chargée de préparer une liste des groupes "terroristes" à exclure des négociations, avait indiqué le 21 décembre qu'il y avait un "consensus" pour écarter ces deux groupes jihadistes.

Le 10 décembre, une centaine de représentants des principaux groupes de l'opposition politique et armée réunis à Ryad avaient annoncé leur accord pour des négociations avec Damas mais exigé le départ du président avec le début d'une éventuelle période de transition.

La communauté internationale reste divisée sur le sort du président syrien, les Occidentaux souhaitant son départ, sans dire à quel moment, et les Russes lui apportant un soutien infaillible.

Parmi les autres points d'achoppement figure la mise en place d'une autorité de transition dotée des pleins pouvoirs. M. Mouallem fait référence à un simple "gouvernement d'union nationale" qui selon la Constitution actuelle est présidé par le chef de l'État.

"Ce gouvernement (d'union nationale) formera un comité constitutionnel chargé

de réfléchir à une nouvelle constitution avec une nouvelle loi électorale afin que des élections législatives puissent se tenir dans les 18 mois", a assuré M. Mouallem.

Sur le terrain, au moins 20 civils, dont 7 enfants, ont été tués dans des frappes aériennes du régime sur Hammouriyé, une localité au sud-est de la capitale, située dans le plus grand fief rebelle dans la province de Damas qui est régulièrement bombardé par le pouvoir, a rapporté l'OSDH.

Deux civils ont également été tués dans des tirs d'obus contre Douma, au nord-est de Damas, tandis que des raids contre Erbine, à l'est de la capitale, ont fait trois morts et 18 blessés.

Par ailleurs, l'EI s'est emparé mercredi du quartier industriel de Deir Ezzor (450 km au nord-est de Damas), après une offensive lancée mercredi, a indiqué l'OSDH. L'attaque a été déclenchée après que trois kamikazes de l'EI ont fait exploser leur voiture piégée, tuant au moins 11 membres des forces loyales au régime, selon l'ONG.

Vingt-six combattants prorégime et 15 jihadistes ont été tués dans les affrontements qui ont suivi. Les combats se poursuivaient jeudi soir.

Depuis 2014, les combattants de l'EI contrôlent la quasi-totalité de la province pétrolière de Deir Ezzor mais la moitié de la capitale provinciale du même nom est toujours aux mains du régime.

Dans le nord, les Forces démocratiques syriennes (FDS) --une coalition kurdo-arabe-- ont progressé en direction du barrage de Tichrine, à une soixantaine de km de la frontière turque, tenu par l'EI.

Appuyées par les raids de la coalition internationale conduite par Washington, elles se trouvent désormais à une dizaine de km du barrage, selon le porte-parole du groupe, le colonel Talal Sello

AFP

Occupé par Daech

## Les forces irakiennes resserrent prudemment l'étau sur Ramadi

**L**es forces irakiennes, ralenties par la présence d'engins piégés et de civils, avançaient lentement jeudi dans le centre de Ramadi pour en déloger les derniers jihadistes du groupe Etat islamique (EI), qui semble sur le point de subir un nouveau revers militaire.

Les combats faisaient rage autour de l'ancien siège du gouvernement provincial tenu par l'EI et situé dans le centre de Ramadi, où les forces irakiennes ont pénétré mardi.

La prise par les forces fédérales de ce bâtiment serait une étape importante de la reconquête progressive de Ramadi, le chef-lieu de la vaste province majoritairement sunnite d'Al-Anbar dont les jihadistes s'étaient emparés en mai.

La reconquête de Ramadi (100 km à l'ouest de Bagdad) redorerait par ailleurs le blason de l'armée irakienne, qui avait été fortement critiquée pour son humiliante déroute face à l'offensive fulgurante de l'EI en 2014 qui lui avait permis de mettre la main sur de vastes régions du pays.

"Les forces irakiennes sont dans le quartier de Hoz (...) à environ 500 mètres du complexe gouvernemental", a indiqué à l'AFP un colonel de l'armée dans la province d'Al-Anbar.

"Elles avancent très prudemment" dans ce quartier, a ajouté Sabah Karhout, qui dirige le conseil provincial. Selon lui, les nombreux engins piégés placés dans la ville par les jihadistes et la possible présence de civils utilisés comme boucliers humains

constituent les principaux obstacles à la progression.

"Il y a aussi une forte résistance, les combats ont été violents au cours des dernières 24 heures dans la partie sud de Ramadi", a déclaré le colonel Steve Warren, porte-parole de la coalition internationale menée par Washington qui fournit un appui aérien aux forces irakiennes.

"Ils ont mis en place une solide défense en utilisant des engins explosifs et en piégeant des maisons entières pour qu'elles explosent", a-t-il ajouté, précisant que l'EI avait positionné une centaine de combattants le long de la principale route menant au complexe gouvernemental.

Le commandant de la 8e division irakienne, le général de brigade Majid al-Fadlawi, a indiqué que ses hommes avaient désamorcé des centaines de bombes au cours des derniers jours.

Ramadi a subi de lourdes destructions causées par des mois de combats et "certaines maisons piégées doivent être détruites avec des bombes télécommandées pour éviter des pertes parmi les démineurs", a-t-il expliqué.

Au moins un combattant des forces gouvernementales a été tué et sept autres blessés dans les combats à Hoz ces dernières heures, selon le colonel de l'armée irakienne. D'après une source médicale de l'hôpital d'Abou Ghraib, à l'ouest de Bagdad, 22 soldats blessés ont été pris en charge jeudi matin.

Dans un communiqué, l'EI a affirmé que cinq de ses kamikazes avaient mené tôt jeudi une attaque suicide à l'ouest de Ramadi, faisant beaucoup de victimes dans les rangs des forces irakiennes. L'armée a contesté cette version, affirmant que l'attaque avait échoué et que seuls trois policiers avaient été blessés.

Le nombre de combattants de l'EI restant à Ramadi est estimé à "moins d'un bataillon", soit pas plus de 400 personnes, d'après un responsable à Ramadi, Ibrahim al-Osej.

Plusieurs dizaines de familles sont parvenues à s'échapper de la ville mercredi avant d'être acheminées par l'armée dans un camp de Habbaniyah, à l'est de Ramadi.

Parmi elles, Saad al-Doulaimi, 47 ans, a indiqué que les jihadistes les avaient utilisés comme boucliers humains pour échapper aux combats avant de les abandonner. Les forces de sécurité irakiennes les ont protégés et évacués, a-t-il précisé.

"La situation dans la ville était très difficile car il n'y a plus de nourriture dans les magasins", a-t-il déclaré à l'AFP depuis Habbaniyah, où lui et sa famille sont pris en charge par l'armée.

"Nous subsistons avec quelques dattes et le peu de nourriture qu'il restait dans nos maisons", a-t-il raconté, ajoutant qu'il restait selon lui des dizaines de familles prises au piège dans la ville, incapables de fuir à cause des frappes aériennes et des combats.

AFP

### Selon Erdogan Les troupes turques resteront en Afghanistan

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan a déclaré jeudi que les troupes turques déployées en Afghanistan y resteront aussi longtemps que le gouvernement afghan le souhaitera. "Les troupes turques resteront en Afghanistan pour assurer la paix et la stabilité permanentes au plan national", a déclaré le président Erdogan lors d'une conférence de presse tenue conjointement avec le président afghan Ashraf Ghani, en visite à Ankara.

"La Turquie est le plus grand partisan du gouvernement d'unité nationale afghane. Les problèmes de l'Afghanistan sont nos problèmes et leur succès est notre succès", a ajouté M. Erdogan.

A cette occasion, il a invité la communauté internationale à soutenir l'Afghanistan en matière de développement du pays et de sécurité.

"J'espère que les efforts destinés à établir la paix et la stabilité permanentes seront couronnés de succès", a poursuivi le président turc qui a ajouté que la lutte contre le terrorisme en Afghanistan, en Turquie et au Pakistan auront un impact positif sur les trois pays.

Les troupes turques ont été déployées en Afghanistan après que des explosions impliquant Al-Qaïda ont eu lieu à Istanbul en 2003. Les soldats turcs assurent une mission de sécurité dans la capitale afghane et dans la province de Wardak.

R. N.





Sénégal

# La Chine finance plus d'un milliard d'euros pour réhabiliter le rail

**La Chine va financer pour plus d'un milliard d'euros la rénovation d'une voie de chemin de fer au Sénégal, un axe important pour les échanges avec le Mali voisin mais en dégradation avancée, indique un communiqué du ministère sénégalais des Infrastructures.**

**L**e ministère et la China Railway Construction Corporation International, une entreprise publique, ont signé mardi un accord d'un montant de 754 milliards de FCFA (plus d'un milliard d'euros) pour "la réhabilitation complète" de la ligne Dakar-Kidira (environ 645 km), selon ce communiqué parvenu jeudi à l'AFP.

Le projet est financé par le gouvernement chinois à "un taux concessionnel maximum de 2% pour une durée de remboursement de 30 ans".

15% du montant du contrat, soit 113 milliards de FCFA (plus de 172 millions d'euros), seront exécutés par des entreprises sénégalaises. Les travaux, d'une durée de quatre ans, vont générer 20.000 emplois pour le Sénégal, précise le communiqué du ministère sénégalais.

Lors de la cérémonie de signature du contrat, le ministre sénégalais chargé des Infrastructures, Mansour Elimane Kâne, s'est dit "convaincu que le Mali, avec qui le Sénégal partage la ligne, fera de même avec l'entreprise chinoise".

La ligne Dakar-Kidira, en territoire sénégalais, est une partie de la voie ferrée Dakar-Bamako (1.286 km) qui relie les capitales du Sénégal et du Mali.

Le mauvais état de cette voie, construite pendant la colonisation française, a poussé les gouvernements sénégalais et maliens à dénoncer début décembre la concession, d'une durée initiale de 25 ans, qui les liait depuis douze ans au groupe français Advens.



Dakar et Bamako se sont plaints de l'absence d'investissements sur la ligne par Advens qui détenait une participation majoritaire au capital de Transrail. Cette société basée à Bamako, était depuis 2003 chargée de l'exploitation du chemin de fer Dakar-Bamako.

Selon les autorités des deux pays, le trafic entre le Sénégal et le Mali a beaucoup

chuté à cause du mauvais état du rail et de la concurrence de la route.

La quantité de marchandises transportées sur cet axe représente "moins de 300.000 tonnes par an alors que le potentiel est de 3 à 4 millions de tonnes", a affirmé récemment à l'AFP le directeur général de l'Agence nationale des chemins de fer du Sénégal, Abdoulaye Lô.

Burkina Faso

## La demande d'extradition de Compaoré va être transmise aux autorités ivoiriennes

■ Le Burkina va transmettre "incessamment" à la Côte d'Ivoire la demande d'extradition de l'ex-président Blaise Compaoré, visé par un mandat d'arrêt international pour son implication présumée dans la mort de l'ancien chef d'Etat Thomas Sankara, a annoncé mercredi la justice militaire. Le dossier d'extradition contre M. Compaoré, exilé en Côte d'Ivoire depuis sa chute en 2014, "est en train d'être monté. Il sera transmis incessamment" aux autorités ivoiriennes, a déclaré à la presse le directeur de la justice militaire, le colonel Sita Sangaré. Il a rappelé que le mandat d'arrêt, émis le 4 décembre, "a été notifié à Interpol comme ça se fait et a été transmis également par le canal diplomatique via notre ministère des Affaires étrangères". Le président déchu est inculpé d'attentat contre la sûreté de l'Etat, complicité d'assassinat et complicité de recel de cadavre. Mais cette extradition "peut éventuellement être refusée", a averti le colonel Sangaré. "Parmi les causes qui peuvent entraîner le refus d'extradition il y a par exemple la peine de mort" requise par le code pénal burkinabè pour la complicité d'assassinat, a souligné le commissaire du gouvernement, le lieutenant-colonel Norbert Koudougou. "Rien que pour cette raison, la Côte d'Ivoire pourrait en venir à refuser l'extradition", a expliqué l'officier.

Thomas Sankara et douze de ses compagnons ont été tués le 15 octobre 1987 lors d'un coup d'Etat qui porta l'ex-chef de l'Etat Blaise Compaoré au pouvoir. Une enquête a été ouverte fin mars 2015, après la chute de M. Compaoré en octobre 2014, chassé par la rue après 27 ans au pouvoir. Les corps du "père de la révolution" burkinabè et de ses compagnons ont été exhumés fin mai afin de lever le voile sur les circonstances de sa mort. Le sujet était tabou pendant l'ère Compaoré, ancien frère d'arme de Sankara parfois soupçonné d'avoir commandité son assassinat.

Au moins une demi-douzaine de personnes majoritairement des anciens soldats du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), l'ancienne garde prétorienne de M. Compaoré, ont été inculpées pour "assassinat", "attentat" et "recel de cadavres".

Le général Gilbert Diendéré, ancien bras droit de Compaoré et auteur du putsch manqué de septembre 2015, figure parmi les inculpés. **AFP**

Ghana

## Démission de la ministre des Transports pour gaspillage d'argent public

■ La ministre ghanéenne des Transports a démissionné mercredi après avoir été au centre d'une controverse sur une dépense d'environ un million de dollars pour repeindre plus de cent bus. La ministre des Transports Dzifa Attivor avait passé commande auprès d'une entreprise privée pour faire repeindre 116 bus avec les visages des anciens dirigeants de ce pays d'Afrique de l'ouest, ainsi que celui de l'actuel président John Dramani Mahama. Mais cette initiative a été dénoncée par l'opposition et les militants anticorruption, qui ont profité de cette affaire pour critiquer la gestion économique du pays par le parti au pouvoir, le Congrès démocratique national (NDC). Cette démission fait suite à l'action de citoyens qui ont intenté un procès contre le gouvernement pour demander les détails du contrat concernant les bus. C'est la première fois depuis des années qu'un ministre démissionne au Ghana. **G. B.**

Centrafrique

## Les élections reportées au 30 décembre

**L**e premier tour du scrutin de la présidentielle et des législatives a été repoussé pour la huitième fois. Le vote doit mettre un terme à trois ans de violences intercommunautaires qui ont plongé le pays dans une crise sans précédent.

La rumeur portait l'information depuis des jours. Ce jeudi, l'agence nationale des Elections a confirmé un report du scrutin présidentiel en Centrafrique censé se tenir dimanche. Ce n'est pas une surprise, les élections tant attendues ayant déjà été différées huit fois. La nouvelle date a été fixée au 30 décembre "sans risque de changement cette fois", assure un haut fonctionnaire. Ce vote doit mettre un terme à trois ans de crise et de guerre en Centrafrique qui ont vu les communautés chrétiennes et musulmanes s'affronter faisant des dizaines de milliers de morts et déplacés.

Selon plusieurs sources, ce sont des raisons techniques qui ont poussé la communauté internationale, qui finance ce pro-

cessus, à valider ce nouveau décalage. "C'est la voix de la raison. Voter dimanche, c'était courir un risque inutile. Trois jours est le minimum pour rendre les choses acceptables", explique le Premier ministre Mahamat Kamoun. L'arrivée très tardive des bulletins de vote, les derniers ayant été livrés seulement mercredi, explique en partie cette décision. Dans ce pays grand comme la France et largement dénué de routes cohérentes, le défi logistique d'une élection tourne vite au cauchemar. Mais plus encore, les leçons tirées du référendum organisé le 13 décembre ont poussé les experts à prendre leur temps. Ce vote s'était certes bien passé. Mais le dépouillement et la collecte des résultats a viré au fiasco. "Les présidents des bureaux de vote n'étaient pas au point, et final, plus de la moitié des procès-verbaux de décompte des voix sont irréguliers", affirme, un rien catastrophé, un responsable de l'Onu. Si, pour ce référendum, où tous appelaient à

voter oui, l'échec a été un avertissement sans frais, il n'en n'irait pas de même lors d'une présidentielle tendue. "Il y avait là une possibilité pour les perdants de contester les résultats et de relancer la violence", assure un diplomate. Le danger était d'autant plus grand que les différents groupes rebelles n'ont pas été désarmés. Le gouvernement et les Nations unies vont mettre à profit le délai pour former un peu les agents électoraux et tenter d'obtenir un résultat crédible. "C'est possible. Nous allons mobiliser tous des fonctionnaires, les instituteurs et les infirmiers pour remplacer les agents défaillants", détaille le premier ministre. "On va faire ce que l'on peut", glisse un expert plus prudent. Les candidats, pour leur part, ont pris de nouveau report avec une certaine philosophie. "C'est la meilleure option pour ce pays où tout est toujours difficile", souligne Anicet-Georges Dologuélé, l'un des favoris. **Agence**

Maroc

## Quatre syndicats décident de protester devant le Parlement

**Q**uatre syndicats, les plus représentatifs au Maroc, ont décidé d'organiser un sit-in à la mi-janvier devant le siège du Parlement et de déposer une plainte contre l'actuel gouvernement auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT). Il s'agit de l'Union marocaine du travail (UMT), la Confédération démocratique du travail (CDT), l'Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM) et la Fédération démocratique du travail (FDT). Les syndicats ont "décidé d'organiser un sit-in des

Fédérations nationales sectorielles devant le siège du Parlement, le 12 janvier prochain, tout en prenant des mesures qui seront annoncées en temps opportun", ont-ils annoncé dans un communiqué conjoint rendu public à l'issue d'une réunion tenue à Casablanca. Ils ont décidé de maintenir ouverte l'option de la grève générale dans la Fonction et les secteurs publics, le secteur privé et les collectivités locales avec possibilité de passage à l'acte au moment qu'ils jugeront opportun, souligne la même source.

Il a été décidé, aussi, le gel de leur participation aux Conseils d'administration et autres instances de direction de plusieurs établissements représentatifs, à savoir la Caisse nationale de sécurité sociale, la Régie nationale d'assurance-maladie, l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail, le Conseil de la négociation collective, le Conseil supérieur de la fonction publique et le Conseil de la médecine du travail. **Ghani I.**



Mouvements populaires, gouvernements " progressistes " et alternatives écosocialistes

# Fin de cycle en Amérique du Sud ?

Par Franck Gaudichaud

**A** lors que les droites latino-américaines semble relever la tête (en particulier suite à l'élection de Mauricio Macri en Argentine et à la cuisante défaite électorale du chavisme au Venezuela), le débat autour d'une possible « fin de cycle » ou d'un reflux des gouvernements « progressistes » se poursuit, nous publions ici une contribution de Franck Gaudichaud afin de continuer à alimenter une réflexion critique initiée avec le récent article de Massimo Modonesi et qui sera prolongée par d'autres articles dans les prochains mois.1

Voici plus de 40 ans qu'un coup d'État militaire écrasait l'expérience de la « voie chilienne au socialisme » ; 30 ans qu'était fondé au Brésil le plus puissant mouvement social du continent, le MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans terre) ; 20 ans que retentissait au Chiapas le cri zapatiste Ya Basta ! contre le néolibéralisme et le Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord (TLCAN – ALENA en français) ; plus de 15 ans que Hugo Chávez était élu à la présidence du Venezuela et plus de 2 ans que la maladie l'a emporté. Aujourd'hui les peuples « indo-afro-nuestroamericanos » dans leurs tentatives de construction de grammaires émancipatrices semblent avoir atteint un nouveau point d'inflexion. Un cycle de moyenne durée, social, économique et politique semble s'épuiser lentement, même si ce n'est en aucun cas un processus uniforme, encore moins linéaire. Avec les progrès réels (bien que relatifs) obtenus, les difficultés et les limites importantes affrontées, les expériences des différents et très divers gouvernements « progressistes » de la région, qu'il s'agisse de processus clairement de centre-gauche, sociaux-libéraux, ou, au contraire, d'exécutifs nationaux-populaires plus radicaux, anti-impérialistes, et souvent disqualifiés dans les milieux conservateurs sous l'appellation de « populistes », qu'ils revendiquent les révolutions bolivarienne, ando-amazonienne ou « citoyenne », ou incarnent de simples changements institutionnels d'essence progressiste, tous ces processus politiques complexes semblent se heurter à des problématiques endogènes, à de puissantes forces conservatrices (nationales et globales), mais aussi à nombre d'indéfinitions ou dilemmes non résolus au plan stratégique.

## Gouvernements progressistes et expériences post-néolibérales

Sans aucun doute, dans les pays où se sont consolidées des victoires électorales répétées et éclatantes de forces de gauche ou antinéo-libérales, en particulier dans le cas où ces victoires sont le produit d'années de luttes sociales et populaires, comme en Bolivie, ou d'une rapide politisation-mobilisation des couches populaires, comme au Venezuela, l'État et ses politiques régulatrices, la croissance économique interne, la lutte contre l'extrême pauvreté par des programmes spécifiques de redistribution et de mise en place de nouveaux services publics ont gagné du terrain : il s'agit d'une différence importante, qu'on ne saurait mésestimer, avec le cycle infernal des privatisations, dévastations sociales et de la violence de la dérégulation capitaliste néolibérale des années 1990. Ces pays ont vu – à des degrés divers – la réaffirmation du rôle de l'État en tant qu'instance régulatrice du marché, avec la redistribution partielle de la rente extractive et des richesses du sous-sol au bénéfice des plus pauvres, politique assistanciale aux effets directs et immédiats pour des millions de citoyen-ne-s et qui explique en partie la solidité de la base sociale et électorale de ces expériences jusqu'à présent (après plus de 10 ans d'exercice du pouvoir dans certains cas). Pour la première fois – depuis des décennies – divers gouvernements « post-néolibéraux », à commencer par la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela, ont montré qu'il était effectivement possible de reprendre le contrôle des ressources naturelles et, dans le même temps, de faire reculer la pauvreté extrême et les inégalités sociales tout en engageant des réformes politiques d'inclusion-mobilisation de larges secteurs populaires, jusqu'ici écartés du droit de décider par eux-mêmes, donner leur opinion et surtout participer. On a également vu ressurgir dans les imaginaires géopolitiques continentaux le rêve de Bolívar et des initiatives d'intégration régionale alternative et de coopération entre les peuples (à l'image du projet – jamais consolidé



– de l'ALBA-TCP – Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-Traité de commerce des Peuples), qui tentaient de recouvrer un espace de souveraineté nationale face aux grandes puissances du Nord, à l'impérialisme militaire et aux nouvelles caravelles que sont les entreprises transnationales ou les diktats unilatéraux des institutions financières mondiales.

Alors que le vieux monde et les peuples de l'Union européenne sont soumis à la dictature financière de la Troïka (FMI, Commission européenne et Banque centrale européenne) qui les plonge dans une profonde crise économique, politique et même morale, il faut souligner la capacité dont ont fait preuve divers mouvements populaires et dirigeants de « Notre Amérique » au moment de résister et commencer à reconstruire un multilatéralisme régional indépendant de Washington, démocratiser la démocratie et même réinventer les contours du politique en s'engageant dans des projets progressivement conçus par différents leaders comme des alternatives pour le XXIe siècle. Quand on voit le peuple grec essayer de relever la tête face à la dictature de la dette et aux attaques des classes dominantes européennes, quand tant de travailleurs, de jeunes et de collectifs de cette région du monde sont à la recherche de voies émancipatrices, il y a encore beaucoup à apprendre de l'Amérique latine des 20 dernières, aussi bien de ses victoires que de ses échecs, de son expérience traumatique du règne du fondamentalisme néolibéral et de ses tentatives héroïques d'y faire face sur ces terres du Sud du système-monde capitaliste.

## Les chemins sinués du pouvoir et la « révolution passive »

Pourtant, comme le soulignait début 2015 le théologien et sociologue François Houtart, secrétaire exécutif du Forum mondial des alternatives, le défi fondamental – en particulier pour les pays qui ont le plus fait naître d'espérances de changement dans les rangs d'une gauche mondiale à la recherche d'exemples à suivre – reste la définition de voies de transition radicale vers un nouveau paradigme civilisateur postcapitaliste. Il ne s'agit pas de rester enfermé dans un projet de modernisation post-néolibérale et moins encore dans le cadre d'un nouveau modèle de croissance fondé sur l'assistanat et le productivisme ou d'un simple réarrangement entre développement national, bourgeoisies régionales et capitaux étrangers. Il s'agit au contraire de viser à la transformation des relations sociales de production, des formes de propriété et des modes d'exploitation de la nature... tout en affrontant l'ingérence impérialiste. Sans aucun doute, une tâche gigantesque et ardue que quelques pays de l'Amérique du Sud ne pourront mener à bien seuls ! Tout point de vue critique devrait partir de là, afin de mesurer les possibles dans le contexte régional actuel.

De ce point de vue, à l'étape historique où nous nous trouvons, malgré les progrès démocratiques conquis au prix de la sueur et du sang2, on voit affleurer les multiples tensions, revers et les limites atteintes par les divers progressismes latino-américains et, plus largement, celles de la période ouverte au début des années 2000 dans la lutte contre l'hégémonie néolibérale. Álvaro García Linera, un intellectuel aujourd'hui au pouvoir, présente ces tensions

(en particulier celles entre mouvements et gouvernants) comme potentiellement « créatives » et « révolutionnaires », comme des expériences nécessaires pour avancer progressivement vers un « socialisme communautaire »3, en tenant compte des rapports de forces géopolitiques, politiques et sociaux réellement existants (il disqualifie au passage, sans argumenter vraiment et de manière bien peu encourageante, toute critique provenant de sa gauche comme « infantile »...). Selon cette vision, souvent défendue par les « intellectuels de palais », la conquête électorale du pouvoir par des forces national-populaires est pensée comme une réponse démocratique – et « concrète » – à l'émergence plébéienne des années 1990-2000 et l'État est considéré comme un instrument essentiel « d'administration des biens communs » face au règne de la loi de la valeur et de la désocialisation néolibérale. Parmi les défenseurs de ces dynamiques dans le cadre de différents gouvernements progressistes, d'ailleurs trop souvent analysés comme un tout homogène, se trouvent également des intellectuels de renom comme Emir Sader (Brésil), Atilio Borón (Argentine) ou Marta Harnecker, éducatrice populaire et sociologue chilienne4.

Pourtant, nombre de militant-e-s de terrain, de mouvements et d'analystes critiques d'horizons politiques pluriels (parmi eux Alberto Acosta et Natalia Sierra en Équateur, Hugo Blanco au Pérou, Edgardo Lander et Roland Denis au Venezuela, Maristella Svampa en Argentine ou Massimo Modonesi au Mexique...) soulignent au contraire la dimension toujours plus « conservatrice » des politiques gouvernementales du progressisme ou du nationalisme post-néolibéral (de l'Uruguay au Nicaragua en passant par l'Argentine5), et y compris leur caractère de « révolution passive » (au sens de Gramsci) : il s'agirait ainsi de transformations « au sommet » qui transforment effectivement l'espace politique, les politiques publiques et les rapports État-société-mouvements, mais qui dans le même temps intègrent, cooptent – et, in fine, neutralisent – l'irruption de ceux d'en bas dans les réseaux institutionnels, conduisent à un brusque réarrangement au sein des classes dominantes et du système de domination, en freinant la capacité d'auto-organisation, pouvoir populaire et de contrôle exercé par les peuples mobilisés et secteurs subalternes6. Sous cet angle, la « capture » de l'État par des forces progressistes pourrait signifier davantage la capture de la gauche... par les forces profondes de l'État, sa bureaucratie et les intérêts de classe qu'ils représentent. Le cas vénézuélien où l'inertie de l'État rentier, la corruption (civile et militaire) et la « boli-bourgeoisie » sont trois maux qui s'auto-alimentent avec frénésie est une sorte de cas extrême en ce sens au moment d'expliquer la situation de décomposition socio-politique que vit le chavisme gouvernemental et la distance toujours plus grande d'avec le chavisme populaire et militant. Sous cet angle, la stratégie de prise de pouvoir pour changer le monde peut aboutir à une gauche prise par le pouvoir, où tout serait changé tout en gardant l'essentiel du monde tel qu'il est...

Selon l'écrivain uruguayen Raúl Zibechi, « Dans la mesure où le cycle progressiste latino-américain s'épuise, le temps semble venu de

commencer à tirer des bilans sur le long terme, qui ne s'en tiennent pas aux éléments conjoncturels ou secondaires, pour commencer à dessiner un panorama d'ensemble. Le moins que l'on puisse dire est que cette fin de cycle s'avère désastreuse pour les secteurs populaires et la gauche, avec son lot d'incertitudes et d'angoisses quant à l'avenir immédiat, où nous devons affronter une politique de droite et répressive »7.

## Fin de cycle ? fin... et suites

Ces derniers temps, une avalanche d'articles ont été publiés sur la question de l'existence ou non d'une « fin de cycle » progressiste, ou même quant à la pertinence de la notion même de « cycle progressiste ». Le débat a atteint un niveau de polarisation tel que les uns accusent les autres de faire le « jeu de l'Empire » en critiquant les gouvernements, d'être des « diagnostiqueurs de la capitulation » et des « gauchistes de bistrot » (dixit García Linera), quand d'autres critiquent les premiers de s'être convertis en intellectuels aux ordres et au service d'États de la région et de gouvernements qui ne sont finalement plus régressifs que progressistes... Ce dialogue de sourds n'est guère utile pour élucider le moment politique présent. Les notions d'un possible « reflux du changement d'époque »8 ou, dans une optique marxiste, d'une lente « fin de l'hégémonie progressiste »9 sont sans doute plus complexifiées et adaptées pour s'engager dans cette discussion de manière certes conflictuelle, voire opposée mais constructive en termes politiques. Ceci tout en prenant acte que ce phénomène se produit dans des conditions territoriales-nationales hautement différenciées : « Ce glissement est davantage perceptible dans certains pays (par exemple l'Argentine, le Brésil et l'Équateur) que dans d'autres (le Venezuela, la Bolivie et l'Uruguay), vu que dans ces derniers les coalitions progressistes au pouvoir sont restées relativement soudées et n'ont pas connu de clivages marqués vers la gauche. Le Venezuela en particulier a été le seul pays où a été impulsée la participation des classes populaires avec la mise en place des Comunas à partir de 2009... »10.

Au-delà de la polémique sur l'ampleur du tarissement, de l'inflexion ou du reflux de la période nationale-populaire, et tout en soulignant la variété des processus analysés, il apparaît que, à de nombreux niveaux, les gouvernements progressistes semblent avoir opté définitivement, sous la pression de facteurs tant globaux qu'endogènes, pour un « réalisme modernisateur » au plan économique, la recherche de consensus avec les élites en place et la « politique du possible », ce qui est souvent le meilleur moyen de justifier le renoncement à des changements structurels dans une optique anticapitaliste : cette dynamique pourrait trouver son symbole dans la rencontre « fraternelle », en juillet 2015, entre la présidente brésilienne Dilma Rousseff – membre du Parti des travailleurs – et le responsable de crimes contre l'humanité qu'est Henry Kissinger – ex-secrétaire d'État des USA – à un moment où Dilma recherchait le soutien politique de l'Empire face à une opposition croissante de la société civile et une droite revitalisée par l'ampleur des cas de corruption dans les sphères gouvernementales. À l'évidence, l'objectif poursuivi par l'exécutif de la principale puissance latino-américaine avec ce type de geste diplomatique est, avant tout, de soutenir « ses » propres classes dominantes et d'offrir davantage de « sécurité » pour les activités commerciales au Brésil. Sur un autre front et sous d'autres latitudes, le traité de libre commerce signé dans le secret en 2014 par l'Équateur avec l'Union européenne, témoigne des limites des annonces faites par Rafael Correa quant à la « fin de la nuit néolibérale », ceci d'autant plus qu'il s'agit d'un des gouvernements longtemps montré comme exemple à suivre par d'amples franges des gauches européennes. Aujourd'hui le gouvernement équatorien, confronté à la droite et, à l'en croire, à la menace d'un « coup d'État à froid », doit également faire face aux mouvements sociaux et indigènes (ainsi qu'à une gauche radicale encore divisée et très minoritaire) au point qu'on pourrait parler d'une situation d'« impasse politique », au sens que lui donne le marxiste Agustín Cueva, où la figure césariste du Président joue un rôle





de stabilisateur fonctionnel pour le capital : « Il y a eu des périodes récurrentes dans l'histoire de l'Équateur où l'intensité des conflits horizontaux, inter-capitalistes, combinés à des luttes verticales opposant les classes dominantes et populaires, les rendait insupportables pour les formes de domination existantes. Dans l'intermède, le temps que les politiques conçoivent de nouvelles formes plus stables de domination, régnait l'instabilité au point d'aboutir à une impasse »11.

### L'héritage maudit extractiviste

De façon plus générale, il faut mentionner, même s'il ne s'agit pas du seul problème, la permanence dans tous les pays progressistes et postnéolibéraux d'un modèle productif et d'accumulation où s'entremêlent, à des degrés et selon des intensités variables, capitalisme d'État, néolibéralisme et modèles basés sur l'extraction intense de ressources primaires et énergétiques (« extractivisme »), avec leurs effets destructeurs pour les communautés indigènes, les travailleurs, les territoires et les écosystèmes... Cette tension interne s'articule, de façon inégale et combinée, avec un contexte financier globalisé féroce et – ce qui constitue le fait central de la conjoncture actuelle – la crise économique mondiale et la déflation chinoise qui frappent violemment la région, en provoquant une brusque chute du prix des matières premières et en particulier du baril de pétrole (qui est passé de pratiquement 150 dollars à moins de 50), scellant la fin de la période de prospérité précédente en mettant à nouveau à nu la matrice productive dépendante et néocoloniale de l'Amérique latine, héritage maudit de plusieurs siècles de domination impérialiste. Cette situation coïncide avec une offensive notoire du capital transnational des États du Nord et de quelques géants du Sud (à commencer par la Chine) pour s'emparer de nouvelles terres agricoles, de ressources énergétiques, minérales, de l'eau, de la biodiversité, de la main d'œuvre : une tornade destructrice... jusqu'à la dernière goutte de vie. Dans des pays comme la Bolivie ou l'Équateur où la conscience de ces dangers sociaux-environnementaux est plus aiguë, le gouvernement et les forces qui le soutiennent mettent en œuvre une politique – qui ne manque pas de cohérence – consistant à passer par une phase indispensable d'industrialisation-extractivisme pour construire la transition en s'appuyant sur une certaine croissance économique : on peut parler d'un « extractivisme transitoire post-néolibéral » qui permettrait de développer de petits pays dépendants aux faibles ressources, de créer des richesses sur la base d'une accumulation primitive pour répondre à l'immense urgence sociale que connaissent ces nations appauvries et, dans le même temps, s'engager dans un lent processus de changement du modèle d'accumulation au sein d'un contexte mondial adverse.

Néanmoins, selon Eduardo Gudynas, secrétaire exécutif du CLAES (Centre latino-américain d'écologie sociale) : « Il n'y a aucune évidence que ce processus se réalise réellement pour différentes raisons. Premièrement, la façon dont est utilisée la richesse générée par l'extractivisme est en grande partie consacrée à des programmes qui augmentent l'extractivisme, en accroissant par exemple les réserves d'hydrocarbures ou en encourageant l'exploration minière. Deuxièmement, les politiques extractivistes ont des effets économiques qui inhibent les processus d'autonomie dans d'autres secteurs productifs, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie. Le gouvernement devrait prendre des mesures pour prévenir cette distorsion et ce n'est pas ce qui se passe. Il y a de fait une dérive dans l'agriculture avec la promotion de cultures d'exportation alors qu'augmentent les importations d'aliments. Troisièmement, comme les projets extractivistes engendrent une forte résistance sociale (telle celle récente des Guarani de Yategrenda, Santa Cruz, ou de la réserve Yasuni en Équateur) les gouvernements sont contraints de la défendre avec une telle vigueur que l'adhésion de larges secteurs de la société à la culture extractiviste se renforce et inhibe par là-même la recherche d'alternatives »12.

Ainsi, ce n'est pas un hasard si les luttes populaires et les mobilisations qui émergent au cœur de l'Amérique, et qui annoncent – peut-être – une nouvelle période historique de luttes de classe, sont directement liées aux déprédations, à la répression et aux résistances socio-territoriales que ces politiques engendrent : « La résistance se développe principalement contre l'extraction minière et la monoculture, en particulier le soja, mais aussi contre la spéculation immobilière, autrement dit contre les formes spécifiques que revêt l'extractivisme. Selon l'Observatoire des conflits miniers de la région il y a 197 conflits en cours dans le secteur minier qui touchent 296 communautés. Le Pérou et le Chili, avec 34 conflits chacun, suivis par le Brésil, le Mexique et l'Argentine sont les pays les plus affectés »13.

### Crise économique mondiale, retour des droites et nouvelles luttes populaires

Ce nouveau scénario se manifeste dans un contexte marqué par de sombres menaces sur l'économie des principales puissances latino-américaines, la profonde crise du capitalisme mondial qui se poursuit et la persistance d'immenses inégalités sociales tout comme de dissymétries régionales dans l'ensemble du continent. Il faut par ailleurs souligner l'offensive tous azimuts des différents secteurs de la droite patronale et des médias privés, mais aussi des oligarchies de la région qui profitent de la fin de l'hégémonie progressiste pour récupérer le terrain perdu depuis 15 ans face aux leaders charismatiques et aux dirigeants progressistes. Ces droites conservatrices et néolibérales continuent à contrôler – sur le plan politique – des villes, des régions et des pays clés (comme le Mexique et la Colombie) et viennent coup sur coup de vaincre lors des présidentielles en Argentine et de créer un véritable raz de marée lors des parlementaires au Venezuela. Ces nouvelles conquêtes menacent clairement les droits arrachés par les luttes pendant la dernière décennie et le processus d'intégration régionale qui prenait ses distances avec Washington, mais il serait tout à fait illusoire – comme le fond nombre d'intellectuels de palais – de se contenter de pointer la « guerre économique et médiatique » ou les manœuvres étatsuniennes au moment d'expliquer ses défaites. La croissance des droites puise avant tout dans les faiblesses et incohérences du projet national-populaire, l'absence de perspective de rupture mobilisatrice (les Kirchner revendiquaient avoir réussi à restaurer « un capitalisme normal ») ; elles naissent également de l'effondrement « par en haut » d'une tentative de transformation nationale (comme au Venezuela). Nous savons néanmoins que les forces conservatrices ont été et sont toujours capables d'organiser de multiples formes de déstabilisation quand cela est nécessaire, y compris des coups d'État (comme, au cours de ces dix dernières années, au Paraguay, au Honduras et au Venezuela) avec le soutien – explicite ou indirect – de la politique impérialiste made in USA14. Il est pourtant peu probable que nous assistions à un brusque retour en arrière vers l'époque du néolibéralisme triomphant tant la conscience anti-néolibérale a pu gagner du terrain, même si dans le cas du Venezuela, la soif d'en découdre de l'opposition et les appels à la résistance du Président Maduro pourraient annoncer des temps agités d'affrontements.

Pourtant, d'en bas s'élèvent des protestations populaires multiseCTORIELLES, des peuples indigènes, des étudiants et des travailleurs qui imposent leurs propres agendas et revendications au temps institutionnel, soulignant par leurs luttes les limites des transformations structurelles mises en œuvre dans les pays gouvernés par des forces « post-néolibérales » et leur absence totale là où règnent encore les droites néolibérales, dénonçant aussi les diverses formes de répression, d'intimidation ou de cooptation qui sévissent partout : opposition collective au soja transgénique et grèves ouvrières en Argentine ; grandes manifestations de rue de la jeunesse dans les principales villes brésiliennes pour le droit à la ville et contre la corruption ; crise profonde du projet bolivarien, violence de l'opposition et difficile réorganisation du mouvement populaire au Venezuela ; luttes paysannes et indigènes au Pérou contre les méga-projets miniers (tel le projet Conga) ; mobilisations des Mapuche, des salariés et des étudiants au Chili pour dénoncer avec force l'héritage maudit de la dictature de Pinochet (et sa cogestion par le gouvernement actuel) ; critiques de la COB (Centrale ouvrière bolivienne), d'ONG et de secteurs du mouvement indigène à l'encontre de la politique de « modernisation » d'Evo Morales en Bolivie ; renouement du gouvernement Correa au projet Yasuni qui devait préserver de l'extraction les gisements pétroliers en Équateur et affrontement du pouvoir avec la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur) et des franges significatives de la société civile organisée ; négociations prolongées en Colombie à la recherche d'une paix véritable, ce qui exige une paix qui aille de pair avec des transformations sociales, économiques et une réforme agraire de grande ampleur ; etc.

### La « vieille taupe » de l'histoire et les alternatives en construction

Le scénario est tendu et fluctuant. Mais quoi qu'il en soit « la vieille taupe de l'histoire » (au sens où l'entendait Marx) continue à creuser et se développent simultanément une grande variété d'expériences de luttes sociales, de conflits de classe et de débats politiques accompagnés de nombreuses expériences de pouvoir populaire, d'alternatives radicales et d'utopies en construction15. Si certains intellectuels ont pu croire – et laisser croire – que pour toute une période l'Amérique latine – on devrait la nommer Abya Yala – atteindrait le nouvel El Dorado du « socialisme du XXIe siècle » grâce à un « tournant à gauche » institutionnel et des vic-

toires électorales démocratiques, nous savons que les chemins de l'émancipation sont bien plus complexes, profondément sinueux et que les appareils du pouvoir (militaires, médiatiques, économiques) des oligarchies latino-américaines et impérialistes sont solides, résilients, enkystés et féroces quand c'est nécessaire. Transformer les relations sociales de production et éliminer les dominations de « race » et de genre dans les sociétés de « Notre Amérique » relèvent d'une dialectique qui devra, à coup sûr et à nouveau, partir d'en bas et à gauche, dans l'autonomie et l'indépendance de classe, dans toute sa dimension politique, en écartant l'illusion d'un changement qui ferait l'économie de la prise du pouvoir, mais aussi qu'une transformation de la société par le haut est possible (et souhaitable). Cela ne revient pas à nier que ces tentatives collectives de pouvoir populaire doivent continuer à s'appuyer sur des victoires électorales partielles, qu'elles puissent attacher de l'importance à conquérir des espaces institutionnels et politiques au sein de l'État ou encore s'incarner autour du figures dirigeantes, mais si – et seulement si – si ces nouveaux espaces et leaders sont mises au service des « communs » et de leurs administrés, au service d'une stratégie cherchant le développement de l'auto-organisation dans tous les domaines. Peut-on utiliser l'État pour en finir avec l'État... capitaliste, en l'utilisant un temps comme barrière de protection face à la puissance des forces hostiles internes et externes ? Ou faut-il affirmer avec Marx que l'État, création par essence des classes dominantes, ne peut pas être un outil à utiliser tel quel notre service sauf à risquer de nous coloniser, dans nos mentalités, notre âme et nos pratiques ?

À l'évidence, se confirme une fois de plus que la prise de contrôle de l'exécutif représentée « seulement » la conquête partielle du pouvoir, d'autant plus limitée si on ne dispose pas d'une majorité parlementaire et d'une base sociale mobilisée16 : rappelons-nous les leçons du Chili et la façon dont a été renversé Salvador Allende et écrasée la voie « institutionnelle » au socialisme de l'Unité populaire... Un gouvernement de gauche et des classes subalternes ne démontre alors son véritable caractère d'alternative que s'il est capable de servir de levier transitoire et de stimulant pour les luttes auto-organisées des travailleurs et des mouvements populaires ou indigènes, en favorisant des dynamiques de prise de pouvoir démocratique réelles, de transformations des relations sociales de production, d'expérience d'autogestion et de voies émancipatrices fondées sur et agissant pour le « bien vivre ». À défaut, les forces politiques dites de gauche sont condamnées à gérer l'ordre existant, et même dans des phases d'instabilité à s'élever au-dessus des classes sociales dans une fonction bonapartiste pour assurer la perpétuation de l'État-Léviathan, en exerçant leur domination de façon plus ou moins « progressiste » et plus ou moins conflictuelle avec les élites locales ou les multinationales.

Le fléchissement et le tournant régressif actuel en Amérique latine est incontestablement lourd de dangers, tout en contenant encore quelques opportunités pour celles et ceux d'en bas. L'heure est venue de reprendre la discussion sur le nouveau sans oublier l'ancien et de débattre des stratégies anticapitalistes et des outils politiques permettant de construire ce que nous proposons d'appeler un *ecosocialismo nuestroamericano* du XXIe siècle : un projet qui ne soit ni un calque ni une copie, qui refuse de se laisser étouffer par les tactiques électorales à court terme, par les luttes des caudillos et des appareils bureaucratiques, mais qui ne se laisse pas non plus abuser par la chimère de construire une pluralité d'autonomies sociales sans projet politique d'ensemble un tant soit peu centralisé. Pour ce faire il est essentiel de mobiliser tous nos sens, ouvrir les yeux et les cœurs, devant les expériences collectives en cours, souvent oubliées par les radars médiatiques dominants, encore dispersées et faiblement interconnectées, mais qui forment un puissant fleuve de luttes en permanente évolution, inscrites dans le réel et le concret, riches de leurs échecs et de leurs succès. Autant d'expériences qui permettent de comprendre les dynamiques émancipatrices, les tentatives collectives originales et les dangers qu'elles doivent affronter ou contourner.

Cela ne nous permet pas, c'est vrai, de mettre en évidence une forme idéale de soulèvements victorieux et lendemains qui chantent. Il s'agit plutôt d'une mosaïque de praxis-savoirs-actions : expériences au niveau des terres et des territoires, ou encore de l'activité productives avec les usines récupérées par leurs salariés, dans le domaine des communautés urbaines, d'autres encore s'inscrivant dans des politiques publiques engagées par les gouvernements et les institutions, pour autant qu'elles soient sous le contrôle des intéressés : luttes des femmes contre la violence patriarcale, des sans-toits, des communautés indigènes, de la classe ouvrière dans diffé-

rents pays, expériences d'agroécologie alternative en Colombie, des mouvements pour le « bien vivre » en Équateur, des conseils communaux au Venezuela, des usines sans patron en Argentine, des médias communautaires au Chili et au Brésil, des rondas communautaires au Pérou et au Mexique, etc. « Des initiatives organisées localement pour prendre et exercer le pouvoir populaire, des manifestations de rue combattives pour s'opposer à des décisions prises par le pouvoir national et transnational ; mais également des assemblées constituantes capables de refonder l'utopie, de se réapproprier les rênes de la politique au niveau de l'État : les chemins de l'émancipation sont loin d'être univoques. En tant qu'expériences, ils supposent des recherches, des tâtonnements et des replis. Mais aussi des victoires. Complexes, parfois contradictoires, mais chargées d'espoirs profonds et authentiques, ces expériences constituent une source pour ceux qui sont engagés dans la tâche de réinventer les sociétés et la façon de faire de la politique, qu'il s'agisse de citoyens des pays de cette région du monde ou de femmes et d'hommes d'autres contrées qui se sont engagés sur la voie difficile de la résistance et de l'émancipation »17.

### Ecosocialisme ou barbarie

Cette pluralité de voix et d'exemples latino-américains permet de reprendre le fil d'une discussion qui parcourt déjà les veines ouvertes du continent ; cela permet de réfléchir au-delà et en-deçà des projets progressistes gouvernementaux, en considérant qu'il est, simultanément, indispensable de créer des fronts socio-politiques larges pour faire face aux menaces de retour en force des droites et de l'impérialisme en Amérique du Sud. Il faut évidemment reconnaître que ces diverses expériences et vécus évoqués brièvement ici qui relèvent du comment changer le monde sont contradictoires, et même divergentes : certaines isolées, très localisées et d'autres, au contraire, institutionnelles ou rattachées à des politiques gouvernementales. C'est à cela que tient l'intérêt de reprendre les grands débats stratégiques du XXe siècle, mais en les situant dans le temps présent et dans la mémoire des bilans des douloureuses défaites passées. Cela nous oblige surtout à penser à contre-courant, à l'opposé d'une « gauche contemplative, institutionnelle, administrative, une gauche sans révolte, sans mystique, une gauche sans gauche » qui peuple les arcanes parlementaires et les officines gouvernementales18. Contre nos funestes modèles de croissance infinie et nos propres visions téléologiques, avec la conscience de l'urgence globale d'une planète maltraitée en plein effondrement écologique et climatique, le temps presse. Comment s'engager dans une transition post-capitaliste et ecosocialiste au XXIe siècle ? Quel sera le rôle des instruments politico-organisationnels dans ce cheminement ? Le rôle des forces armées, du système de représentation, des syndicats ? Les détruire, s'en servir, les transformer, les esquiver, les fissurer... d'accord, mais alors comment ? Et comment reconstruire une conscience commune, une hégémonie culturelle et une gauche anticapitaliste par le peuple et pour le peuple ? Comment éviter de nourrir de petits groupes aux affinités étroites refermés sur eux-mêmes mais également se garder de répéter les abominations bureaucratiques étatiques du XXe siècle ?

La grande Rosa Luxemburg, en 1915, reprenant les mots de Friedrich Engels, lançait cet avertissement : « ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie. » En 2015, ce message prend un sens encore plus catastrophique et prémonitoire : « écosocialisme ou écocide global ». C'est avec « l'audace du nouveau » que nous pourrions recommencer à rêver d'abattre les murs du capital, du travail salarié, du néocolonialisme et du patriarcat : « Changer le monde semble très ambitieux. Mais davantage encore risqué si on prend en compte les groupes de pouvoir qui ne permettront jamais que soit démantelée la civilisation capitaliste. Pourtant, dans les circonstances présentes, il n'y a pas d'autre alternative. Les conditions de vie de larges segments de la population et de la Terre même se détériorent à un rythme accéléré. Nous approchons d'un point de non-retour. Et la possibilité de changer de planète n'existe pas. [...] Nous devons relever le défi. Nous devons être rebelles face au pouvoir (et jusqu'à souhaiter peut-être sa destruction). Nous devons accepter nos limitations en tant qu'êtres humains dans la Nature. Nous devons haïr toute forme d'exploitation. Nous devons être ceux qui se dressent contre toutes les injustices et contre ceux qui les commettent. Nous ne devons pas nous résigner. Nous devons continuer à exiger et à construire l'impossible »19.

La tâche est en cours, c'est notre pain quotidien, aujourd'hui et demain.



Etats-Unis

# Tempêtes meurtrières et records de chaleur pour Noël

Le sud des Etats-Unis se relevait difficilement jeudi d'une déferlante de tornades meurtrières nourries par des températures particulièrement douces, qui ont atteint des records à New York et Washington à la veille de Noël.

**A**u moins quatorze personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées par une série de tornades destructrices qui ont balayé mercredi le sud des Etats-Unis, selon les autorités locales et les médias.

Sept personnes sont mortes dans le seul Etat du Mississippi, selon les services de secours. D'autres victimes ont été recensées dans le sud: six dans le Tennessee selon les services d'urgence et au moins une dans l'Arkansas d'après les médias.

De nombreuses maisons ont été endommagées ou complètement rasées, les habitants passant la veille de Noël à nettoyer les décombres.

Une «violente tornade à la trajectoire exceptionnellement longue» a balayé le sud, depuis le Mississippi jusqu'au Tennessee, a indiqué le service national de la météo (NWS) de Memphis.

«Les tempêtes ont fait de gros dégâts dans le nord du Mississippi et nos équipes évaluent le nombre de maisons et d'entreprises touchées», a précisé devant les médias Brett Carr, un responsable



des services de secours cet Etat.

Un petit garçon de sept ans a été retrouvé mort dans une voiture renversée par la tempête dans l'Etat du Mississippi, a déploré jeudi le

chef des pompiers de la petite ville de Holly Springs devant des journalistes.

«Quand la tornade est arrivée je me suis couché au sol, elle est pas-

sée juste au-dessus de moi, déracinant des arbres, les coupant en deux... Je ne sais pas comment je suis encore là pour vous parler», a raconté Lance Meeks, qui habite à Holly Springs.

«C'est un moment très très difficile pour notre région, surtout en cette période de fêtes», a confié sur CNN un responsable de la police du comté de Perry, dans le Tennessee, où deux personnes sont mortes dans leur maison.

Les conditions météo qui ont provoqué ces tempêtes «se déplaçaient vers l'est jeudi mais ont perdu de leur force», a indiqué le NWS. Les tornades sont fréquentes dans ces régions, notamment au printemps, mais elles sont très rares à cette période de l'année.

Les températures particulièrement douces qui ont contribué à leur formation baignaient aussi la côte est, avec là des conséquences réjouissantes pour les touristes qui profitaient de chaleurs record à New York et Washington.

Il a fait jusqu'à 22,2°C à New York, du jamais vu dans la ville pour un 24 décembre depuis... 1871. Soit très loin du précédent record atteint en 1996, avec 17,2°C. Ce temps fai-

sait la joie des touristes à Manhattan, dont certains se promenaient en T-shirt en dépit d'un ciel couvert.

Le thermomètre était à peine plus bas que le 4 juillet, où la température avait atteint 23,8°C, a souligné le NWS.

A Washington, un joggeur dévalait l'une des rues de la capitale américaine torse nu, tandis que les passants faisant leurs emplettes de dernières minutes à quelques rues de la Maison Blanche étaient aussi en manches courtes et profitaient des terrasses.

Il a fait plus de 21,5°C dans la capitale, là aussi un sommet depuis le début des enregistrements.

Des températures élevées ont été enregistrées jusqu'au Canada, avec plus 21°C à Saint-Anicet au Québec tandis que dans l'est des Etats-Unis, en Virginie, le port de Norfolk a enregistré un autre record avec 28°C.

Clins d'oeil aux festivités, le site du New York Times proposait des recettes «pour un Noël à 21°C» avec saumon grillé et salades légères d'agrumes remplaçant les copieux plats traditionnels.

AFP

Al'âge de 74 ans

## Mort du Prix Nobel de médecine Alfred Gilman

**A**lfred Gilman, qui reçut le prix Nobel de médecine avec Martin Rodbell en 1994, est mort à 74 ans, a annoncé, jeudi 24 décembre, l'université du Texas, dont il est le doyen, prévenue par ses proches la veille. Alfred Gilman avait été reconnu pour la découverte des «protéines G et leur rôle dans la transmission des signaux dans les cellules». Voici ce qu'écrivait Le Monde en octobre 1994 à propos de ses travaux : Les protéines G sont situées au niveau des membranes cellulaires et sont impliquées dans la transmission de messages hormonaux. « Depuis assez longtemps, on sait comment les cellules de

notre organisme communiquent entre elles par l'intermédiaire d'hormones et autres médiateurs chimiques (...) "Les découvertes des Américains Alfred G. Gilman et Martin Rodbell relatives aux protéines G (des protéïdes) ont joué un rôle déterminant et ouvert la voie d'un vaste champ de connaissances en rapide expansion", a souligné le jury du prix Nobel dans ses attendus. »

Très schématiquement, il faut imaginer le rôle de la protéine G comme étant celui d'un interrupteur. Fixée au niveau de la face interne de la plupart des cellules, elle régule le transfert des signaux biologiques des récepteurs de

membranes vers les mécanismes effecteurs situés à l'intérieur des cellules. Ainsi, un très grand nombre de récepteurs (de l'adrénaline, de l'histamine, des hormones thyroïdiennes, des prostaglandines, des opiacés, etc.) transfèrent-ils leurs signaux — l'ordre qu'ils sont chargés de propager à l'intérieur des cellules de manière à obtenir un effet biologique spécifique — grâce aux protéines G. Dans certaines situations pathologiques, cet interrupteur fonctionne mal ou pas du tout.

Ainsi, dans le choléra, le bacille responsable de la maladie sécrète une substance toxique, la toxine cholérique, qui modifie la protéine

G située au niveau intestinal, provoquant des phénomènes diarrhéiques importants. Modifiée par cette toxine, la protéine reste constamment en phase active, et l'intestin, au lieu d'absorber les sels et les liquides comme il le fait habituellement, les élimine de façon accélérée. Dans la coqueluche, le schéma est identique. Il se pourrait également que le fonctionnement de la protéine G soit altéré dans des pathologies aussi fréquentes que la maladie d'Alzheimer, la polyarthrite rhumatoïde, l'hypertension artérielle, l'athérosclérose et certains cancers (par le biais d'un oncogène spécifique appelé ras).

Depuis peu, les gènes codant pour les protéines G ont été isolés et clonés. Ils pourraient permettre la découverte de nouvelles voies thérapeutiques : les médicaments de signalisation. Il reste maintenant aux chercheurs à découvrir la nature exacte du « courant électrique » déclenché par cet interrupteur, à élucider les phénomènes qui permettent à des molécules (hormones, neurotransmetteurs, facteurs de croissance) produites par des glandes, des nerfs ou autres tissus, via leurs récepteurs situés à la surface de certaines cellules spécifiques, de transmettre leurs ordres.

Le Monde

Arabie saoudite

### 25 morts dans l'incendie d'un hôpital



■ Au moins 25 personnes sont mortes et 107 ont été blessées jeudi dans un incendie qui a ravagé une partie d'un hôpital situé dans le sud-ouest de l'Arabie Saoudite, a annoncé l'agence de la Protection civile. L'incendie s'est déclaré au niveau de l'unité de soins intensifs et du service maternité de l'hôpital de Jazan, a précisé la protection civile sur Twitter. Dans son dernier tweet, elle a annoncé que l'incendie était éteint et qu'une enquête est en cours pour en

déterminer l'origine». 21 équipes de la Défense civile ont été déployées sur place pour maîtriser l'incendie, a déclaré l'agence. Selon un de ses porte-parole, cité par le quotidien Alriyadh, les services de secours ont été alertés de l'incendie à 02h00 du matin (23h00 GMT mercredi). Aucun autre détail n'était pour l'instant disponible sur les circonstances du sinistre.

R. I.

En raison de l'activité du volcan Nevado del Ruiz

### Aéroports fermés et vols annulés en Colombie

**T**rois aéroports ont été fermés et une vingtaine de vols annulés jeudi dans la région de Colombie productrice de café en raison du rejet de cendres par le volcan Nevado del Ruiz, a annoncé la compagnie aérienne colombienne Avianca. «Au total, 17 vols aller et retour sont suspendus: neuf pour la ville de Pereira, six pour Armenia et deux pour Manizales», a précisé à l'AFP une employée du service de presse d'Avianca.

«C'est la première fois que nous annulons les vols des trois aéroports de toute la zone productrice de café», a-t-elle ajouté,

précisant qu'il s'agissait d'une mesure préventive en cette période de fêtes et de déplacements accrus. L'aéroport de Manizales, à environ 300 km à l'ouest de Bogota, a été le premier à être fermé, dimanche, en raison de la présence de cendres sur la piste, ce qui n'a cependant rien d'exceptionnel dans cette localité proche du Nevado del Ruiz, dont l'activité s'accroît à nouveau depuis 2010.

Le Service Géologique Colombien avait émis dimanche un bulletin à la suite d'un «rejet important de cendres dans l'atmosphère (...) à proximité du vol-

can comme dans la ville de Manizales (...) et de nombreux rapports faisant état d'une forte odeur de soufre».

Le Nevado del Ruiz, qui culmine à 5.400 mètres d'altitude, est l'un des nombreux volcans de la «ceinture de feu» du Pacifique. Il a connu deux éruptions particulièrement meurtrières : en 1595 avec 639 morts, et surtout en 1985 lorsque ses neiges éternelles ont fondu sous le coup de la chaleur, provoquant une monstrueuse avalanche qui a englouti la ville d'Armero, faisant plus de 25.000 morts.

R. A.



Clôture des journées du film arabe primé

# Des longs métrages reconsidérés

Les journées du film arabe primé, clôturées mercredi soir à Constantine, ont permis de "reconsidérer, loin des protocoles, les œuvres présentées" a estimé le commissaire de la manifestation, Brahim Seddiki.



"Ces journées ont constitué un espace de débat et d'échanges des plus constructifs" a indiqué M.

10<sup>e</sup> Festivalgerie

Seddiki, dans une déclaration à l'APS en marge de la cérémonie de clôture organisée dans un grand hôtel de la ville.

L'engouement du public ainsi que "le

haut niveau du débat" engagé par les ciné-philos ont été "une réelle surprise" et confortent le sentiment général que l'institutionnalisation des journées du film arabe

primé par le ministère de la Culture est "un grand acquis" pour la ville des ponts.

M. Seddiki a également soutenu que ces journées contribueront à "normaliser le rapport, qui fut un temps des plus solides, des Constantinois avec le 7<sup>e</sup> art".

Dans une ambiance conviviale et très chaleureuse, une troupe locale de malouf a animé la soirée de clôture de ces journées, tenue en présence d'une constellation d'acteurs et de réalisateurs algériens et de plusieurs pays arabes, et marquée par un hommage aux actrices Syrienne Fadia Khattab et libanaise Madeleine Tabar.

Ouvertes vendredi dernier, les journées du film arabe primé, dédiées à la Syrie, son cinéma, sa culture et son peuple, ont vu la projection, au palais de la culture Mohamed-Laïd Al Khalifa, d'une sélection de onze (11) longs métrages arabes récompensés dans divers festivals du 7<sup>e</sup> art.

Les cinéphiles étaient très nombreux à la projection du film algérien "Le puits" de Lotfi Bouchouchi, qui a raflé quatre prix au dernier Festival du film méditerranéen d'Alexandrie (Egypte).

Le film mauritanien "Timbuktu" du réalisateur Abderrahmane Sissako, lauréat, entre autres du César du meilleur film décernée par l'Académie française des arts et techniques du cinéma, a aussi été très applaudi.

Ces journées ont permis la projection des longs métrages jordanien "Dhib" de Nadji Abou Nouar, tunisien "La visite" de Naoufel Saheb Tabaa, égyptiens "L'éléphant bleu" de Marouane Hamed, et "A 'heure du Caire" d'Amir Ramsiss, marocain "Djaouk El Aammyne" (L'orchestre des aveugles) de Mohamed Mouftaker, film syrien "Al Mouhadjirane" de Mohamed Abdelaziz et libanais "Maoudj 98" d'Elie Dagher.

Au cours des ces journées cinématographiques, la doyenne des comédiennes algériennes Chafia Boudraâ, le musicologue Noubli Fadhel, ainsi que les comédiens de la célèbre sitcom "Aâssab Oua Awtar" de Mohamed Hazourli ont été honorés.

## Le Mexique et l'Egypte enchantent le public algérois

Le groupe mexicain "Polvadera" et l'Ensemble égyptien "El Takht El Arabi" ont enchanté mercredi à Alger, le public du 10<sup>e</sup> Festivalgerie, présent à la salle Ibn Zeïdoun de l'Office Riadh El Feth, à travers un florilège de chansons issues du patrimoine culturel des deux pays.

Le 10<sup>e</sup> Festival international de musique andalouse et des musiques anciennes "Festivalgerie", ouvert le 20 décembre dernier a accueilli pour son quatrième soir les formations de deux pays au lieu des trois prévues, la troupe Céline Quator du Portugal n'étant pas présente.

Le groupe mexicain "Polvadera" présent en Algérie pour la deuxième fois a animé un spectacle plein de couleurs et de parfums exotiques proposant au public nombreux, un répertoire de chansons issues d'un brassage culturel unissant le Mexique, la Péninsule ibérique et l'Afrique.

Tenant son nom de la poussière qui s'élève du sol lors des danses populaires, le groupe mexicain "La polvadera" s'attèle à donner plus de visibilité à la musique traditionnelle du Golfe du Mexique et de la région de Veracruz.

Violetta Jarero Castillo, prenant le soin de présenter et d'expliquer le contenu de chaque pièce au programme de la troupe mexicaine, composée de six instrumentistes dont quatre femmes, a entonné avec Daphnée Moerk Jensen, Dea Moerk Jensen, Charlotte Espieussas, Maxime Janiet et Pierce

Campistrion, dix chansons dans un esprit festif créant une ambiance conviviale.

Généralement imprégnée de la cadence "Jarocho" (tempo pratiqué dans la région de Veracruz au Mexique) qui s'apparente au rythme à mesures 6/8 fréquent en Algérie, les pièces : Siquisiri, Fandanguito, Pollos, Duscapias, Peterena, Torito Jarocho, Candela, Negritos, Zacamanou et Cafe Con Pan ont été au menu de la troupe mexicaine évoquant ainsi, la poésie du siècle d'or de l'Espagne, arrivée au Mexique à travers le théâtre notamment.

A travers des textes allusifs et métaphoriques, des sujets sur la politique, la nature, l'esclavage, la vie quotidienne, l'aspiration à plus de liberté, la mer comme seul canal de communication avec le Mexique, sont évoqués dans les différentes chansons, racontant la vie dans sa joie et ses peines.

L'ensemble mexicain a utilisé des instruments acoustiques de la vieille tradition mexicaine, à l'instar de la Jarana (instrument à cordes pincées), le "Requinto mexicain" (guitare d'une taille plus réduite), la "Léona" (Grosse guitare basse), le "Bandonéon chromatique" (accordéon à treize notes) et les instruments de percussion le "Quijada" (mâchoire de cheval ou de bœuf frottée avec une baguette), le "Guero" (raclor percé que l'on frotte avec un poignet à trois tiges métallique flexibles) et le "Pandeiro" (espèce de tambourin ou tar). L'Ensemble égyptien "El Takht El Arabi", formé de douze musiciens

chevronnés dirigés par le tambourinaire Yasser Moawad dont le père Hossein Moawad était percussionniste dans l'orchestre d'Oum Kalthoum, l'Astre de l'Orient, est ensuite intervenu avec un répertoire de chansons et de "mouwachahat" qui ont fait les années d'or de l'Egypte.

Des pièces du siècle dernier ont été entonnées par les quatre choristes de l'orchestre, à l'instar de "Ansek", "Aabdou El Karama", "Hizb Eth'thouwar", "Ellayla El Kébir", "Ahlef Bi Samaha", "Sawt El Djamahir", "El Qalb Yaâchak kouli Djamil", "Ahwak" et "Lamma Bada Yatathanna".

L'Ensemble égyptien "El Takht El Arabi" qui, par ailleurs, a participé à plusieurs manifestations culturelles internationales et obtenu plusieurs distinctions, a consacré une partie de son répertoire au "Madih", célébrant ainsi la fête du Mawlid Ennabaoui Ech'Charif.

En présence de l'ambassadeur de la République Arabe d'Egypte M. Omar Aly Abou Eish, le public a pris part à une belle randonnée onirique, savourant chaque moment de la soirée dans la délectation.

Douze pays participent au 10<sup>e</sup> Festival international de musique andalouse et des musiques anciennes "Festivalgerie" qui se poursuit jusqu'au 26 décembre, invitant sur la scène de la soirée de jeudi l'Ensemble Chérif Nasri de Constantine, le chanteur Salim Fergani et Le Groupe marocain du patrimoine de musique sacrée.

R. C.

## Organisée à Bouira Première édition du cinéma révolutionnaire fin février prochain

■ La wilaya de Bouira abritera fin février 2016 la première édition du festival national du cinéma révolutionnaire, a annoncé jeudi le directeur local de la Culture.

Cette manifestation aura lieu à la maison de la culture Ali Zaâmoum ainsi qu'à travers plusieurs salles de cinéma où seront projetés des films historiques retraçant la révolution algérienne, précisé à l'APS El-Hachemi Bouhired.

En prévision de cet événement, la direction de la culture se prépare pour tenir ce rendez-vous dans de "bonnes conditions", a-t-il ajouté, précisant qu'outre la projection de films et documentaires historiques, le festival sera marqué par la tenue de conférences et des tables rondes sur l'histoire de la révolution nationale, animées par des spécialistes et des historiens.

D'anciens moudjahidine, des personnalités du cinéma et de l'histoire seront invités à cette occasion pour débattre de thèmes ayant trait notamment au rôle du cinéma dans la guerre de libération nationale, a indiqué le directeur de la culture de Bouira.

G. F.



## PAROLES DE FEMMES

«L'amour est-ce je ne sais quoi, qui vient de je ne sais où, et qui finit je ne sais comment.»  
Madeleine de Scudéry



## FEMMES

## ILS ONT DIT :

«En amour, les arguments raisonnables sont inutiles.»  
Christian Jacq

ACTUS-FEMMES Page animée par Tinhinan

## Kim Kardashian : une jeune Canadienne est son parfait sosie!

## Kimilla

Il paraît qu'on a tous au moins un sosie quelque part sur la planète. Et internet aidant, Kim Kardashian a trouvé le sien, en la personne de Kamilla Osman, une jeune Canadienne.

**N**ous sommes le 24 décembre, et comme on pouvait s'y attendre la magie de Noël vient de frapper en apportant au monde... le sosie de Kim Kardashian! La brunette aux courbes affolantes partage en effet bien des choses avec Kamilla Osman, une jeune Canadienne. Blogueuse mode et beauté, la jeune femme joue à fond la carte du mimétisme avec l'icône Kim. Une stratégie payante, puisqu'elle a ainsi largement amélioré la fréquentation de sa page Instagram et multiplie les interviews...

Il faut bien avouer que contrairement au fan fou de Kim K qui a dépensé des fortunes pour tenter de lui ressembler - et a fini totalement défiguré -, la jolie Kamilla possède naturellement des traits très proches de ceux de l'épouse de Kanye West. Une similarité qu'elle accentue fortement en adoptant les mêmes tenues que la mère de North et Saint, la même couleur et coupe de cheveux et surtout en utilisant (ou en abusant...) du contouring, cette technique de maquillage dont raffole Kim, et qui permet de modeler les contours du visage. Au final, l'effet est saisissant quand on voit des photos de Kim et Kamilla côte à côte, affichant un indéniable air de famille. Et vous, qu'en pensez-vous?



## BEAUTÉ

## Les 7 bons gestes beauté de la rentrée

**On a (un peu, beaucoup ?) lâché du lest sur sa routine beauté pendant les vacances. La parenthèse a assez duré pour nos cheveux et notre peau qui réclament de l'attention. On les soigne tout de suite en reprenant de bonnes habitudes. Révision des gestes élémentaires.**

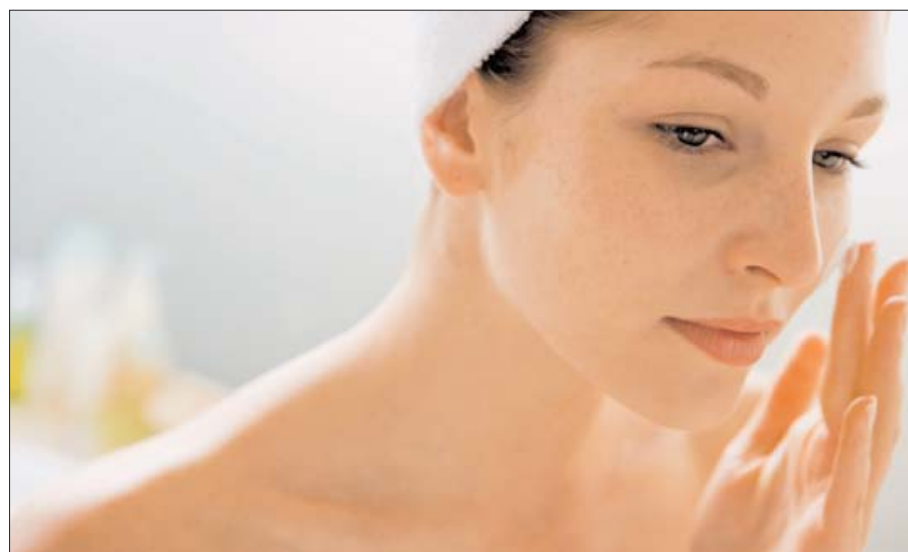
### On nettoie sa peau

Classique mais non moins essentiel, le nettoyage de peau s'impose matin et soir avec un lait démaquillant (peaux sèches) ou une eau micellaire (peaux sensibles, grasses). On chasse ainsi les impuretés de la nuit, on rafraîchit, on illumine son visage avant de passer à l'étape hydratation.

### On devient adepte du sauna facial

Une fois par semaine ou toutes les deux semaines, on se fait un sauna facial. Un bain de vapeur maison qui va ouvrir les pores et les nettoyer en profondeur tout en stimulant la circulation sanguine. Suivez le mode d'emploi de ce rituel détox.

### On hydrate



Deuxième étape après le nettoyage, le soin du jour adapté à sa peau (normale, sèche ou sensible).

On n'hésite pas à recourir à un soin plus riche pour reconforter sa peau en manque d'hydratation après l'exposition au soleil. Le soir on chouchoute sa peau avec une crème de nuit anti-âge plus nutritive qui facilite la régénération des cellules cutanées et pénètre les couches profondes de l'épiderme.

### On s'automasse son visage

Un massage manuel quelques minutes chaque jour réveille la microcirculation et

redonne l'éclat à votre peau de pêche. Pulpe des doigts posés sur les joues, on effectue des rotations en remontant de l'intérieur vers l'extérieur vers les tempes.

### On fait durer son hâle

Notre mission est triple : apaiser, réparer sa peau de croco et sublimer son teint hâlé. On apaise d'abord avec des soins aux actifs naturels (aloe vera anti inflammatoire, millepertuis ou camomille qui calment les coups de soleil) puis on répare avec des soins nourrissants tels que des beurres ou huiles végétales riches en acides gras essentiels relipidants et

en vitamine E antioxydante. Enfin on prolonge le bronzage avec des huiles pour le corps à base de pigments naturels, les fameux caroténoïdes (rose musquée, buriti, carotte, abricot etc.).

On peut également forcer la dose de caroténoïdes en intégrant plus de fruits et légumes dans son alimentation (carottes, brocolis, tomates, persil, épinards...). L'astuce bonus : un gommage doux après le retour des vacances puis tous les 10 jours pour renouveler les cellules mortes et faire peau neuve.

### On adoucit avec un masque

Liftant, réparateur, rééquilibrant, les masques visage font partie de ces soins chouchous qui font du bien toute l'année. On en choisit un tout fait à partir d'actifs végétaux ou on se laisse tenter par cette recette maison spéciale peaux sèches : on écrase un avocat mûr avec une cuillère à soupe d'huile d'olive. On étale sur la peau en évitant le contour des yeux. On laisse poser 15 minutes avant de rincer délicatement à l'eau tiède.

### On donne un coup de fouet à nos cheveux

Cassants, raplaplas, secs comme du foin, nos cheveux ont bien besoin d'une remise en forme. On les revitalise en associant shampooing doux + après-shampooing + masque réparateur.

Une cure de compléments alimentaires (type levure de bière, pollen ou gelée royale) est également bienvenue pour les aider à reprendre du poil de la bête.



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

Ligue 1 Mobilis/15e journée

## L'USMA pour creuser l'écart

**L**e leader du championnat de Ligue 1 Mobilis de football l'USM Alger, tente d'accrocher son avance en accueillant l'USM Blida, alors que la rencontre ES Sétif-MC Alger constituera l'attraction de la 15e et dernière journée de la phase aller. L'USMA, tenue en échec lors du derby algérois face au MC Alger (0-0) mardi soir, aura à cœur de terminer la phase aller sur une bonne note, d'autant que les supporters n'ont pas encore digéré l'élimination en 32es de finale de la Coupe d'Algérie face au Paradou AC (3-1).

Les joueurs de l'entraîneur Miloud Hamdi, qui ont dominé la première partie de saison de bout en bout, devront se méfier de l'USMB qui reste sur une victoire face à la JS Saoura (2-1). L'ES Sétif, auteur d'un parcours en dents de scie, accueillera le MC Alger dans un classique qui promet. Les Sétifiens, largement distancés par le leader usmiste, aborderont cette rencontre avec la ferme intention de l'emporter et du coup terminer la phase aller en beauté en attendant mieux pour la suite de la compétition. Du côté du Doyen, l'objectif est



de poursuivre la série d'invincibilité entamée depuis la 10e journée.

Le CR Belouizdad, invaincu depuis la 9e

journée, vise les trois points de la victoire face à la révélation de la saison, le DRB Tadjenanet dans un match qui s'annonce

chaud. Mais l'avantage du terrain et du public va certainement jouer en faveur du CRB, intraitable cette saison dans son ancre du 20-août. Le DRBT en perte de vitesse après deux défaites de rang est appelé à réagir.

Le MC Oran et la JS Kabylie, qui comptent 18 points chacun, s'affronteront à Oran dans un duel qui semble à priori équilibré et ouvert à tous les pronostics. Les deux formations, éliminées dès les 32es de finale de l'épreuve populaire, vont chercher à relever la tête et terminer l'année 2015 sur un bon résultat. Le CS Constantine, incapable de gagner depuis huit matchs, toutes compétitions confondues, n'aura pas le droit à l'erreur à domicile face à la lanterne rouge le RC Arbaâ. La victoire est impérative pour les coéquipiers du portier Si Mohamed Cédric, au moment où l'entraîneur franco-portugais Didier Gomez da Rosa, en poste depuis quelques semaines, est déjà sur la sellette.

Imad M.

Le programme :

► Samedi 26 décembre 2015 à 16h :

USMA-USMB  
CSC-RCA  
MCO-JSK  
CRB-DRBT  
ESS-MCA

Equipe type-2015  
des Africains d'Europe

## Ghoulam, Mahrez et Slimani plébiscités

■ Trois internationaux algériens, Faouzi Ghoulam, Riyad Mahrez et Islam Slimani figurent dans l'équipe type des Africains d'Europe des douze derniers mois, dévoilée jeudi par le magazine Francefootball. Les trois joueurs algériens sont en train de réussir un excellent début de saison 2015-2016 avec leurs clubs respectifs et en sélection nationale d'Algérie. Ghoulam, défenseur de Naples est devenu un élément important pour son club comme en sélection d'Algérie. Il est l'un des meilleurs latéraux gauches au monde, estime la publication.

«Endurant, il est capable de distiller des caviars avec son pied gauche ou d'envoyer des mines sur coup franc. L'ex-Stéphanois a démontré qu'il était désormais un joueur pour un top club», souligne Francefootball. Outre Ghoulam, la défense de l'équipe type des Africains 2015 comprend également Serge Aurier (PSG/CIV), Eric Bailly (Villarreal/CIV) et Aymen Abdennour (Valence/TUN). En milieu de terrain, l'Algérien Mahrez est incontestablement le joueur africain le plus en forme évoluant en Europe.

«13 buts inscrits et 7 passes décisives en Premier League d'août à décembre, que dire de plus de l'international algérien», écrit Francefootball. «Déjà en jambes en début d'année, Mahrez s'éclate en Angleterre où avec son compère Vardy. (A eux deux) ils permettent à Leicester d'être en haut de l'affiche», note le magazine. Aux côtés de Mahrez, le milieu de terrain est composé de Cheikhou Kouyaté (West Ham/SEN), Yaya Toure (Manchester City/CIV) et Yannick Bolasie (Crystal Palace/RDC). Enfin, l'attaque de l'équipe type des Africains est conduite par le duo de fer Islam Slimani (Sporting Lisbonne) et Pierre-Emerick Aubameyang (Dortmund/GAB).

L'attaquant algérien est une machine à marquer au Portugal. Avec la sélection algérienne, il se rapproche du record de Tasfaout (36 buts). L'ex-Belouizdadi est désormais le cinquième buteur de l'histoire des Verts avec une moyenne d'un but tous les deux matchs (20 buts en 41 sélections). Les Algériens Yacine Brahimi (Porto) et Sofiane Feghouli (Valence) sont sur le banc des remplaçants, à l'instar de 21 autres joueurs africains.

Eliminatoires CAN-2017/U20

## Mekhazni satisfait de ses joueurs

**L'**entraîneur de la sélection algérienne de football des moins de 20 ans, Mohamed Mekhazni, s'est dit «très satisfait» des progrès réalisés par ses joueurs, malgré le nul concédé face à leurs homologues tunisiens (1-1) en amical mercredi dernier au stade Omar-Hamadi (Bologhine) dans le cadre de la préparation des deux équipes en vue des qualifications de la CAN-2017 de la catégorie.

«Je suis amplement satisfait du rendement de mes joueurs, aussi bien sur le plan individuel que collectif. Il y a vraiment une sensible amélioration dans les deux registres par rapport au précédent match amical face au Soudan», a déclaré Mekhazni à la presse à l'issue de la rencontre. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Yaich Ilyes (2') pour l'Algérie et Redaoui Ahmed (35') sur penalty pour la Tunisie. «Ce que je retiens notamment de cette rencontre est le bon comportement de mes capés sur le plan tactique, ainsi que

l'état d'esprit du groupe régnant au sein de la sélection. Cela augure d'un avenir radieux pour cette équipe», s'est réjoui Mekhazni. Le sélectionneur national a souligné, au passage, qu'il a dû se passer des services de «six joueurs clés» de son effectif, «à cause de blessures».

Une seconde confrontation entre les deux sélections aura lieu samedi 26 décembre 2015 à 15h00 au Centre Technique National (CTN) de la FAF à Sidi Moussa. Les Verts juniors avaient disputé début décembre deux matchs amicaux contre respectivement les U-21 de l'USM Blida et les U-21 du RC Arbaâ.

L'équipe avait également joué deux autres rencontres amicales novembre dernier face au Soudan à Alger. Les deux équipes s'étaient d'abord neutralisées (0-0) avant que l'Algérie ne remporte le second rendez-vous (3-0). Mekhazni, désigné à la tête des U-20 en février dernier, a demandé en outre «d'être patient» avec ses protégés,

expliquant «qu'une sélection ne peut être construite en l'espace de onze mois».

JO-2016/ Tournoi  
de qualification

## L'EN en préparation en Pologne

■ La sélection algérienne de volley-ball (messieurs) effectuera un stage de préparation en Pologne du 26 décembre 2015 au 3 janvier 2016 en prévision de sa participation au tournoi qualificatif aux Jeux Olympiques de Rio, qui se déroulera à Brazzaville (Congo) du 7 au 14 Janvier 2016, a-t-on appris jeudi auprès de la Fédération algérienne de volleyball (FAVB). Avant de rallier la Pologne, le «Six» algérien a déjà entamé sa préparation avec un stage à Alger du 23 au 25 décembre, précise la même source.

Pour ces deux stages précompétitifs, le sélectionneur algérien, Mouloud Ikhedji a dévoilé une liste de 15 joueurs composée essentiellement des éléments qui ont remporté la médaille d'Or aux Jeux africains de Brazzaville, disputés en septembre 2015. Outre l'Algérie, les pays engagés dans le tournoi qualificatif sont: la Tunisie, la Gambie, le Cap Vert, le Mali, le Cameroun, le Gabon, le Kenya, l'Égypte, le Soudan, l'Ouganda, l'Angola, le Mozambique, le Zimbabwe, le Botswana et Madagascar.

Le vainqueur validera son billet pour Rio, tandis que les deuxième et le troisième prendront part à un ultime tournoi de repêchage en mai 2016. Liste des joueurs convoqués : Dekkiche Akram, Dekkiche Ayoub, Kessai Khaled, Assam Samy, Achouri Ilyes, Ould Cherchali Islam, Oumsaad Amine, Kerboua Amir, Heddad Seddam, Ikken Boudjemaa, Abiyad Walid, Bouyoucef Sofiane, Bourouba Youcef, Aid Zakaria, El Hadi Abdelkader.

USM Blida

## Le club face à une crise financière

**L'**USM Blida fait face à un sérieux problème financier qui menace la réussite de son opération de recrutement au mercato d'hiver, au moment où une saignée au sein de son effectif commence à se dessiner dans ce club de Ligue 1 algérienne de football. Cette situation a poussé le manager général de l'USMB et ancien joueur, Billel Zouani, à monter au créneau pour mettre en garde contre le danger qui guette son club.

«La sonnette d'alarme est tirée et les membres influents dans la famille du club sont censés agir avant qu'il ne soit trop tard», a averti Zouani. Déjà, trois joueurs ont résilié leurs contrats avec les Vert et Blanc, à savoir, Djaâdane, Mesfar et Noubli. Cette liste pourrait s'élargir à d'autres éléments dans les prochains jours du mercato hivernal. Ils sont d'ailleurs plusieurs joueurs à songer à recourir à la Commission de règlement des litiges (CRL) de la Fédération algérienne pour réclamer la résiliation de leurs contrats avec leurs clubs pour n'avoir pas perçu leurs salaires depuis plusieurs mois.

Raison pour laquelle aussi avait démissionné l'entraîneur Mohamed Bacha à l'is-

sue du précédent match de coupe d'Algérie remporté face à l'OM Arzew (3-2 après prolongation) avant qu'il ne revienne à de meilleurs sentiments quelques jours après. L'USMB, qui a fait, l'été dernier, son retour parmi l'élite après quatre saisons passées au purgatoire, a mal débuté le championnat, avant de retrouver relativement ses marques au fil des journées. Mais entre-temps, son entraîneur Djamel Benchedli a quitté le navire. Et vu les difficultés financières du club, les dirigeants ont consenti à promouvoir son adjoint Bacha aux commandes techniques au lieu d'engager un autre coach. Onzième au classement avec 17 points avant une journée de la fin de la phase aller, l'USMB doit renforcer ses rangs avec «trois bons joueurs», a estimé son premier responsable technique «pour espérer réussir son pari de se maintenir dans la cour des grands». Des contacts préliminaires sont engagés avec des joueurs ciblés, mais sans pour autant qu'ils n'aboutissent «en raison de l'absence du nerf de la guerre», explique encore le manager général, Zouani.





Alger  
Ensoleillé  
Min 6 °C  
Max 14 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 7 °C  
Max 15 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 5 °C  
Max 12 °C

Corruption

## Procès demain de l'affaire dite "Sonatrach 1"

Le procès de l'affaire dite "Sonatrach 1" dans laquelle sont impliqués 19 personnes dont des ex-hauts responsables du groupe Sonatrach et de sociétés étrangères pour des faits liés à la "corruption" aura lieu demain devant le tribunal criminel d'Alger, selon le rôle complémentaire de la deuxième session criminelle 2015. Cette affaire a été reportée à deux reprises en mars et juin derniers pour plusieurs motifs, dont celui d'"absence de témoins". Parmi les accusés figurent l'ex Président directeur général (PDG) du groupe national Mohamed Meziane et le patron du groupe allemand Contel Algérie Funkwerk, El Smail Mohamed Réda, ainsi que huit (8) directeurs exécutifs de Sonatrach dont Amar Zenasni, responsable du transport par pipeline, et le directeur des activités d'amont Belkacem Boumediène. Sur la liste des accusés figurent également 4 entreprises étrangères ayant bénéficié "frauduleusement" de marchés publics, au préjudice de Sonatrach.

Parmi les chefs d'accusation retenus contre les accusés dont 7 en détention, figurent "association de malfaiteurs", "passation de marchés en violation de la législation et des règlements en vigueur", "octroi d'avantages injustifiés à autrui", "augmentation de prix dans des contrats avec une entreprise publique", "détournement de deniers publics" et "blanchiment d'argent et corruption".

Selon l'arrêt de renvoi, les faits concernent cinq (5) marchés "frauduleux" d'une valeur de 1100 milliards de centimes accordés par l'ex PDG de Sonatrach au groupe allemand Contel Algérie Funkwerk Pletarc dans le cadre d'un projet d'acquisition d'équipements de télésurveillance et de protection électronique des complexes du groupe national à travers le pays. Ces contrats ont été accordés dans le cadre du gré à gré en contrepartie d'actions acquises au profit des deux fils du patron de Sonatrach, Fawzi et Réda Méziane, dans le groupe Contel, selon la même source.

Le groupe Contel Algérie Funkwerk Pletarc et son patron El Smail Djaafar Mohamed Réda, principal accusé dans cette affaire, a obtenu des privilèges injustifiés alors que ses offres étaient plus élevées que celles des autres soumissionnaires. Le groupe Sonatrach, selon l'arrêt de renvoi toujours, a conclu un marché jugé douteux avec Saipem Algeria (Italie) pour la réalisation du gazoduc liant l'Algérie à l'Italie (Sardaigne).

L'enquête a révélé qu'un des fils de Mohamed Meziane travaillait comme conseiller, depuis 2006, auprès du patron de Saipem Algérie, Tullio Orsi. Ce dernier est poursuivi par le parquet de Milan dans le cadre d'une affaire de corruption impliquant le groupe pétrolier italien ENI dont Saipem est une filiale. Le marché, d'une valeur de 586 millions de dollars, a été sous traité à une société française PIE CAPAG, par Saipem, sa rivale dans la consultation limitée ouverte par Sonatrach, fait ressortir l'arrêt de renvoi.

R. N.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



La SNTF appelle au respect des règles de sécurité

## Deux personnes heurtées par des trains



Deux personnes ont péri, jeudi après-midi, après avoir été heurtées par des trains en deux points distincts de la voie ferrée traversant la wilaya d'Annaba, a-t-on appris auprès de la protection civile. Le premier accident s'est produit non loin d'El Hadjar lorsqu'un homme âgé de 25 ans (A.A) a été fauché par un train de voyageurs assurant la liaison Annaba-Souk Ahras, alors qu'il traversait la voie ferrée près des locaux de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), a indiqué à l'APS la même source.

Le deuxième sinistre a eu pour théâtre le lieu-dit Ain Chehoud, dans la commune d'El Bouni, où un homme de 60 ans, non encore identifié,

est mort sur le coup, dans les mêmes conditions, a-t-on indiqué à la Protection civile, ajoutant qu'il n'était pas encore établi si la malheureuse victime, retrouvée sans vie, les deux jambes sectionnées, a été fauchée par un train de voyageurs ou de marchandises. Des enquêtes ont été diligentées par les services compétents pour identifier le train à l'origine du second accident et établir les circonstances précises de ces deux drames.

De son côté, la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF) a attiré mercredi l'attention du public sur les dangers encourus aux abords des voies ferrées, l'exhortant au respect des règles de sécurité suite aux multiples accidents constatés.

Farid D.

Lutte antiterroriste

## 12 casemates aménagées détruites à Batna

Douze (12) casemates aménagées et une bombe de confection artisanale ont été découvertes et détruites jeudi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur opérationnel de Batna, indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP relevant du secteur opérationnel de Batna (5e région militaire) a découvert et détruit, le 24 décembre 2015, 12 casemates aménagées et une bombe de confection artisanale", relève la même source.

D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières de Tlemcen (2e région militaire) "ont déjoué une tentative de colportage d'une grande quantité de kif traité s'élevant à dix (10) quintaux et quarante (40) kilogrammes".

Au niveau de la 5e région militaire, des éléments des Gardes-frontières relevant respectivement des secteurs opérationnels de Souk-Ahras, Tébéssa et El-Taref "ont mis en échec des tentatives de contrebande d'importantes quantités de carburant s'élevant à

23697 litres".

De même, un détachement relevant du secteur opérationnel d'In Guezzam (6e région militaire) "a appréhendé trois (03) contrebandiers et saisi 2350 litres de carburant".

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre l'émigration clandestine, des éléments des Gardes-côtes d'Annaba (5e région militaire) "ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de onze (11) personnes à bord d'une embarcation à l'est de Ras El-Hamra à Annaba", ajoute la même source.

R. N.

ACTU...

Blida

## Cinq éléments d'une cellule de soutien au terrorisme arrêtés

Cinq éléments d'une cellule de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés mercredi à Blida, indique jeudi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée, un détachement combiné relevant du secteur opérationnel de Blida/1ère Région militaire a arrêté, le 23 décembre 2015, cinq (05) éléments d'une cellule de soutien aux groupes terroristes", précise le MDN.

Un détachement de l'ANP relevant du secteur opérationnel de Tizi Ouzou a, quant à lui, "découvert et détruit dix (10) casemates aménagées et un atelier de confection de bombes artisanales", ajoute la même source. Par ailleurs et au niveau de la 2e Région militaire, "des éléments des Gardes-frontières ont saisi, à Tlemcen, 4450 litres de carburant", alors que "des éléments de la Gendarmerie nationale d'Oran ont intercepté un contrebandier et déjoué une tentative de contrebande de 65 quintaux de déchets de cuivre, chargés à bord d'un camion", conclut le MDN.

H. G.

Annaba

## Interception d'un groupe de 11 harraga

Un groupe de 11 candidats à l'émigration clandestine qui tentaient de traverser la Méditerranée à bord d'une embarcation de fortune a été intercepté jeudi à 10 miles au large de Ras El Hamra (Annaba), selon le groupement territorial des Gardes-côtes.

La barque des "harragas" a été arraisonnée vers 8 heures du matin soit 3 heures après qu'elle ait pris la mer depuis la plage d'Oued Mefrag, dans la wilaya voisine d'El Tarf, a précisé la même source.

Les onze individus arrêtés par les Gardes-côtes, originaires des wilayas d'Annaba et d'El Tarf, âgés de 18 à 38 ans, ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'Annaba après avoir été auscultés par un médecin, conformément à l'usage.

Pour rappel, 373 émigrants clandestins ont été arrêtés au large d'Annaba depuis le début de l'année 2015. Pas moins de 181 d'entre eux l'ont été durant le seul mois de décembre en cours.

G. H.